2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2,80 DH

Combat

SOCIALISTE

N°30
MARDI 7 AVRIL 1981

Les propositions de François Mitterrand

- pour les personnes âgées
- pour les rapatriés
- pour la justice fiscale

(PAGES 3 et 5)

Bokassa-Giscard

LA VERITE SELON DELPEY



Un entretien exclusif avec l'auteur de la Manipulation.

(PAGE 4)

Lire en page 7 :

Après le naufrage du FC Nantes

DES REMOUS DANS L'ESTUAIRE

(PAGE 11)

POLITIQUE HEBDO

Nouvelle série n° 1

IL FAUT UNE AUTRE VOIX A LA GAUCHE

Au sommaire :
Giscard, ou la stratégie du mirage (Dossier)
PCF : un tourbillon tous azimuts, par Gilbert Souchal
Réflexions sur la campagne de F. Mitterrand, par Jack Lang
Cinq leçons polonaises, par Alain Touraine
Illustration sans défense de la démocratie allemande, par Alexandre Adler
L'Anarchisme français, par Daniel Guérin
De Sorbonne en Commune, par Pierre Mendiant
Une nouvelle inédite, des chroniques politiques et littéraires

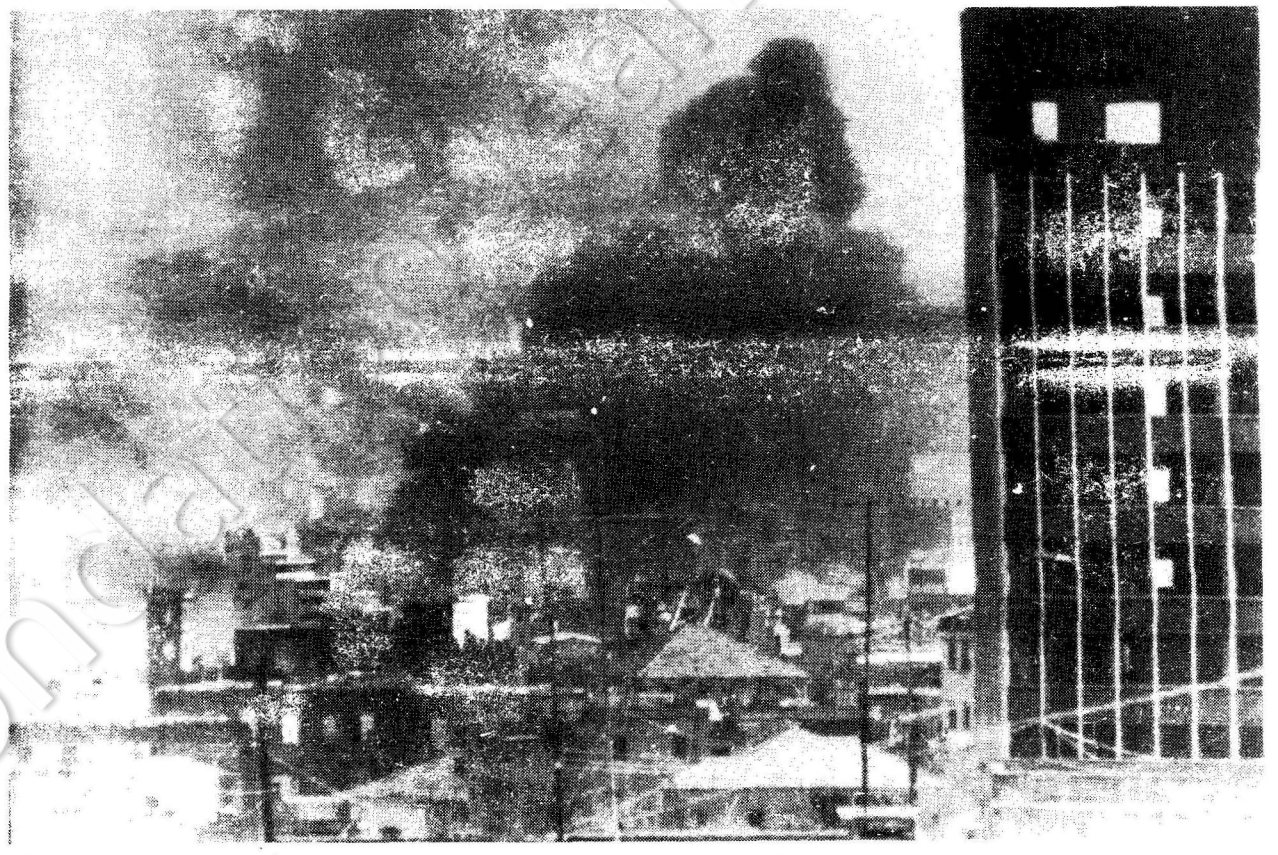
A partir du lundi 30 mars dans votre kiosque
24 pages francs

Plus de cent cinquante morts, des centaines de blessés

LE LIBAN EN FEU : ISRAEL AUX AGUETS

Les forces syriennes stationnées au Liban ont lancé une vaste offensive contre les chrétiens, faisant plus de cent cinquante morts et des centaines de blessés. A peine signés, les cessez-le-feu sont violés. Israël menace d'intervenir. Le chef des forces chrétiennes, Bechir Gemayel, exaspéré, a averti : « *Cette affaire ne peut plus durer. Il faut libérer le pays.* » L'escalade n'est pas finie...

(PAGE 9)



Des nuages de fumée s'élèvent dans le quartier chrétien de Beyrouth après les bombardements de ces derniers jours. (Photo AP)

En attendant le réveil

LA campagne électorale fait bâiller les Français, affirme *le Point*. De son côté, le « grand jury » du *Pèlerin*, qui regroupe vingt personnalités d'origines diverses, juge l'actuel débat politique simplement « honnête » et lui attribue une note d'intérêt de 11/20. Juste au-dessus de la moyenne.

Il est vrai que cette campagne électorale — commencée, en fait, depuis plus d'un an — semble ne pas provoquer une mobilisation de l'opinion publique semblable à celle de 1974. Est-ce à dire que les Français s'intéressent moins à leur devenir ? On connaîtra la réponse dans trois semaines ; mais, dès maintenant, on aurait tort de sous-estimer l'attention et la participation des Français à cette campagne et le sérieux avec lequel ils entendent accomplir le geste, décisif, du 26 avril.

La désinformation systématique pratiquée par le pouvoir giscardien depuis sept ans porte, c'est évident, ses fruits amers. Le refus, par les grands moyens de communications audio-visuels, d'aborder, pendant ces sept longues années, les grands débats de fond tels que le chômage, les inégalités, la nécessaire alternance, le rôle de la France dans le monde, l'avenir du tiers monde ou celui de la jeunesse, cet avachissement du débat démocratique ont laissé des traces. Il ne suffit pas de quelques tribunes libres ou de forums-alibis pour nourrir ce débat.

Par ailleurs, l'usage permanent du mensonge et de la promesse non tenue par Giscard et les siens a gravement porté atteinte à la crédibilité du débat politique et a développé, chez les Français, une méfiance qui apparaît comme une indifférence.

En fait, les électeurs dédaignent les bavardages et les faux arguments. Ils résument le débat électoral à quelques interrogations simples : Qui mettra fin au chômage ? Qui mettra fin aux inégalités ? Qui relancera l'économie ? Qui redonnera une raison d'espérer aux jeunes ? Qui saura faire de la France une nation écoutée dans la construction de la paix ?

Le calme apparent cache un profond désir de changement. Des millions d'hommes et de femmes attendent, avec détermination, ce jour J de l'élection qui leur permettra de dire leur refus d'une société inégalitaire et d'apporter leur soutien à une autre politique. La victoire de François Mitterrand libérera ces impatiences et ces énergies.

Le grand élan populaire qui accompagnera l'élection d'un président socialiste surprendra par sa fougue et sa puissance de mobilisation. On verra de quel réveil cette France, prétendument assoupie, est capable.

Claude GAULT

LETTRES OUVERTES

VU DE PROVENCE

«Dins li camins i a de peiras...»

J'AI passé la nuit à Cavalière... La route en corniche, tout embaumée de mimosas à l'aube et au crépuscule, draîne durant le jour tant de voitures et de camions à la queue leu leu qu'on dirait un convoi sans fin. De Toulon à Cannes, à l'abri des Maures et de l'Estérel, tout ce qui est oisif, fortuné et snob se traîne dans les vapeurs d'essence, entre deux sauteries, deux raouts, deux barbecues.

« *Indigènes, la boucler...* » Telle est la règle sur ce qu'on appelle toujours la Côte, bien que celle-ci soit aux quatre cinquièmes de béton, et non plus de galets ou de sable. Et ils la bouclent, effectivement, pour la plupart. D'abord parce que plusieurs préfèrent à leur dignité l'argent (il s'en gaspille pas mal ici) ; ensuite parce qu'on en a assez de se battre pour rien.

Prenez l'affaire de Bormes, me dit le patron du café où je prends le petit déjeuner. *On a cru, un moment, que les gens du pays seraient les plus forts. Maintenant, ça serait un miracle qu'on gagne la partie... Pareil au Lavandou : malgré les protestations, un nouveau port de plaisance va être aménagé.*

Pour Cavalière même, si j'en crois mon ami Jean Rambaud, la menace serait encore pire : une cité artificielle de cinq mille estivants dans un site exceptionnel. En grande partie des mini-studios : l'administration ayant réduit la surface de plancher, les promoteurs ont répercuté la réduction sur la superficie, mais non sur le nombre des appartements.

Mon interlocuteur, à qui je fais part de cette information, hoche la tête : *Les promoteurs sont tellement sûrs d'eux,* dit-il, *que certains se font provocants. Comme s'ils étaient assurés de ne rien risquer étant donné qu'il y a où vous pensez bien plus pourri qu'eux...*

Mon interlocuteur n'exagère-t-il pas ? Je dois avoir l'air sceptique, car il se penche vers moi et me glisse dans l'oreille :

Pas plus tard que l'autre semaine, un gros manitou de l'immobilier a dit à un banquier que mon frère connaît bien : « Si, dans les vingt ans qui viennent, nous n'avons pas bâti toute la Côte, la preuve sera faite que nous sommes des cons ! »

Je lève les yeux et, pardelà les voitures parquées le long de la plage, j'essaie d'entrevoir la mer. « *Ce toit tranquille où marchent des colombes* », dont parlait le Sétois Paul Valéry, va-t-il finalement disparaître sous l'armada des plaisanciers ? La carte de la côte varoise affichée au mur du café est éloquente : sur vingt-cinq villes portuaires, vingt ont déjà un port de plaisance.

Comment ne pas avoir le vertige ? J'observe :

— *Si ça continue comme ça...*

— *Nous serons foutus !* me coupe mon interlocuteur.

Brr... Cet homme va me donner le bourdon. J'appelle ma mémoire au secours. Et c'est un couplet de la chanteuse provençale Miquela qui entrouvre les portes de l'espoir :

Dins li camins i a de peiras,
Se i a un temps per li culir,
N'i aura un per li mandar !
(Dans les chemins il y a des pierres,
S'il y a un temps pour les ramasser,
Il y en aura un pour les lancer...).

Maurice CHAVARDÈS

La fin du textile cardé ?

Filatures, tissages, apprêts ; tout ce qui touche au textile cardé en France est condamné à très brève échéance. Dans la principale région française du textile cardé, en Ariège comme dans le Tarn, ce sont ainsi près de deux salariés de l'industrie sur cinq qui sont voués au chômage si rien ne change le 10 mai.

Qui oserait aujourd'hui le nier ?

Point les défenseurs d'une solide division internationale du travail qui, depuis longtemps, ont dévolu le textile cardé européen à Prato (Italie). Point la droite donc qui, jusque dans son rapport parlementaire sur le textile, « *a pris acte et tiré les conséquences des pertes d'effectifs prévisibles et de leur localisation* ».

Point le patronat des PME qui constituent la presque totalité de ce secteur, et qui voient chaque mois leur clientèle se rétrécir, leur production stagner ou régresser, leurs assurances-crédit refuser de couvrir leurs ventes, leurs banques augmenter leurs taux mais limiter leurs plafonds d'escompte, leur trésorerie à tel point affaiblie que faire les échéances relève du funambulisme, leurs fournisseurs disparaître ou manquer de choix, par faute de débouchés, leur caution personnelle devenir le leitmotiv de tous leurs créanciers.

Point les travailleurs eux-mêmes qui, devant leurs cardes, leurs métiers, leurs foulons, voient un à un partir leurs camarades retraités ou appelés à l'armée, sans qu'ils soient remplacés, leurs machines vieillir sans qu'elles soient changées et parfois réparées, leur paie retardée d'un jour ou deux de plus chaque mois, leurs conditions de travail empirer tant, face au chantage à la fermeture, nul n'exige plus du patron qu'il veille à leur respect.

L'unique espoir du cardé tient dans une relance de l'économie par l'accroissement des bas salaires qui seul permettra une relance de la consommation. Il tient dans une volonté politique de voir la France conserver son indépendance pour ses approvisionnements en tissus, et des régions comme Midi-Pyrénées maintenir une solide structure industrielle, seule garantie pour le maintien d'un emploi sans autre débouché que le textile pour l'instant.

Il tient donc dans la nécessité d'avoir un système bancaire nationalisé et, par là, au service de la collectivité et non de quelques intérêts occultes. Il tient dans une réforme fiscale ne pénalisant plus les entreprises de main-d'œuvre. Il tient dans la volonté et l'obtention des moyens de reconquête du marché français, plus facile et moins cher à appréhender et dont plus de 50 % est aujourd'hui aux mains des produits importés. Il tient dans une orientation plus concertée, car planifiée démocratiquement, des investissements indispensables à la modernisation de l'outil de travail. Il tient enfin dans le rattrapage, pour les salariés du textile, du retard accumulé tant pour les salaires que pour les conditions de travail et leurs droits dans l'entreprise.

Qui autre que François Mitterrand incarne cet espoir ?

Les travailleurs du textile comme de tant d'autres branches ne peuvent, ne doivent s'y tromper. Leur bulletin pour la paix, pour l'emploi, pour la liberté, est aussi et surtout un bulletin pour leur vie au pays. Le bulletin de leur dernière chance, tant il est vrai que ce secteur est condamné par le pouvoir en place.

Xavier de ROUVILLE
Tarn

Des Espagnols m'ont dit...

A Aranjuez, petite ville de 40 000 habitants située à cinquante kilomètres de Madrid, les dirigeants des syndicats et partis de gauche improvisent un autre concerto. Le peuple a été déçu par la démocratie qui n'a pas pu résoudre la crise profonde. Les problèmes économiques sont énormes. Ici, sur 10 000 travailleurs, 2 000 n'ont pas d'emploi. Des mendiants longent les murs près de la résidence d'été des souverains espagnols.

Et puis, la démocratie ne s'apprend pas en quatre ans, la prise de conscience politique ne s'est pas effectuée. Antonio, responsable de l'Union générale des travailleurs (proche du PSOE) pense que le peuple ne réagira pas si un grave problème se pose. « *Ce que veulent les Espagnols, c'est vivre en paix et avoir du travail,* m'a-t-il dit. *Par la force des choses tous les partis politiques sont mis dans le même sac.* »

Le PCE propose la mobilisation de tous, sur les bases d'un programme précis, pour consolider la démocratie. Pourtant, beaucoup se rendent compte que face aux mitraillettes, c'est bien peu. « *Ce n'est pas parce qu'on a vu 1 500 000 personnes manifester contre le coup d'Etat, que l'on peut se sentir en sécurité* », affirmait un conseiller municipal communiste d'Aranjuez.

Je m'en suis rendu compte en me rendant au siège du PSOE à Madrid. Francisco Lopez Real, membre du comité exécutif du parti, pense avec nostalgie à l'époque où le parti a vu ses effectifs passer de 10 000 adhérents en 1976 à 120 000 en 1978. Aujourd'hui, pour entrer au siège, il faut sonner sous l'œil froid des caméras. Une fois franchie la porte, des policiers en armes vous dévisagent attentivement.

La peur est tellement présente que certains militants du PSOE sont prêts à se procurer des armes. Juan m'explique que ses amis militants et lui-même n'ont pas confiance dans l'actuel gouvernement. Ils savent que les membres de Fuerza Nueva sont armés jusqu'aux dents. « *Le soir du 23 février, si le coup d'Etat avait réussi, nous étions les mains nues face à eux* », a-t-il ajouté. Il faut dire que la plupart des dirigeants de gauche ont été condamnés à mort sous le franquisme et ils joueraient à nouveau leur vie.

Pourtant, faire justice soi-même pose un grave problème. L'ombre de la guerre civile est trop proche.

Benito, secrétaire général du PSOE d'Aranjuez, ne voit que deux solutions. Premièrement, l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun serait un élément de stabilisation et renforcerait la démocratie espagnole. « *D'autre part, il faudrait que François Mitterrand soit élu,* a-t-il ajouté, *ce serait rassurant pour nous.* »

F. FEREOL

La paix des cimetières

L'article non signé du vendredi 27 mars sur la reconquête de l'Erythrée par l'armée éthiopienne, me semble étrangement neutre, pour ne pas dire plus.

Les combats entre Somalis de l'Ogaden et Ethiopiens d'une part, Erythréens musulmans et Ethiopiens chrétiens de l'autre, ont été et sont encore une tragédie pour ces peuples décimés par la guerre et la famine, écrasés de misère.

Le socialisme, dont ils se réclament tous, a été le grand perdant en tant qu'instrument de libération et idéal social, car celui qui a triomphé est celui du sanglant Mengistu avec l'aide des Soviétiques qui ont agi dans un but impérialiste. La négociation pour trouver une solution unitaire respectant le droit à l'autodétermination et l'indépendance culturelle de chaque peuple, n'aurait-elle pas pu permettre d'éviter une guerre fratricide qui a jeté des millions de réfugiés et la Somalie dans les bras de l'impérialisme américain, créant ainsi un foyer de tension durable entre les grands dans cette région ?

Aujourd'hui, il semble qu'il y ait un consensus général pour accepter la *Pax sovietica* par Ethiopiens et Cubains interposés : la paix des cimetières...

Allain GRAUX
(Oise)

Programmation innocente

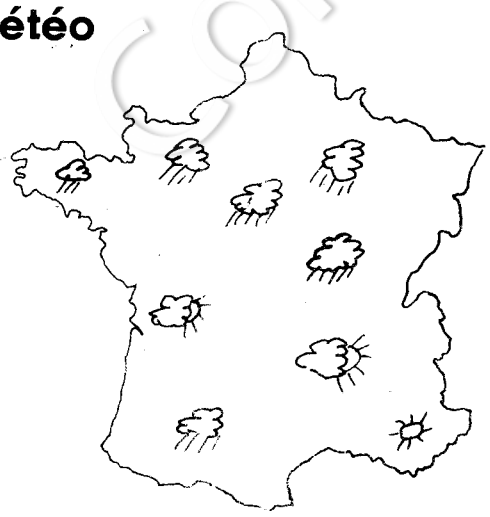
Que pensez-vous des programmateurs de TV qui ont réussi deux miracles d'intelligence et de bassesse.

1. Lundi 30 mars sur TF1 à 20 h 30, *Je reviendrai à Kandara,* film de Victor Vicas (1957) ; sur A2, *Le citoyen Giscard ;* sur FR3, *Profession reporter,* film d'Antonioni, très grand réalisateur, mais que Janson (Henri) appelait « Antoennui ».

2. Mardi 31 mars sur TF1 à 20 h 30, *François Mitterrand ;* sur A2, aux « Dossiers de l'écran », *On aura tout vu,* film de Lautner (1976), avec Miou-Miou, J.-P. Marielle, Pierre Richard, qui traite de la pornographie (avec quelques petites audaces...) ; sur FR3, L'adorée *Sissi,* avec Romy Schneider (60 % d'écoute en général).

André Alexandre
ULLMANN
Alpes-Maritimes

Météo

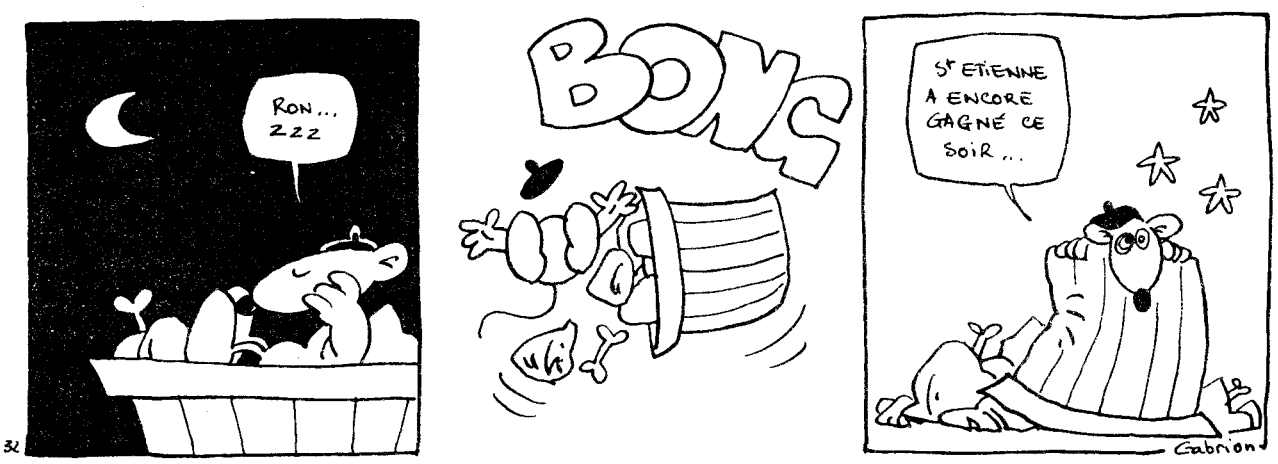


Couvert et frais

Lundi : temps généralement couvert et frais avec des éclaircies en fin de journée, principalement dans le Sud-Ouest et les régions méditerranéennes.

Mardi : peu de grands changements. Les éclaircies seront toutefois plus belles sur la moitié sud avec une légère hausse des températures. Vents légèrement plus forts.

Rat-le-bol



FRANÇOIS MITTERRAND AU «CLUB DE LA PRESSE» D'EUROPE 1

«La dissolution est inévitable»

INVITE du « Club de la presse » d'Europe 1, François Mitterrand, interrogé sur les récents développements de la crise polonaise et le voyage de Leonid Brejnev à Prague, a rappelé qu'il ne croyait pas à une intervention de l'URSS tant que le Parti communiste polonais réussirait à maintenir l'actuel fragile équilibre. Il a ajouté « *qu'une telle intervention ne coïnciderait pas avec la position récente des Soviétiques* » sur les relations Est-Ouest.

Sur la politique « *non partisane* » proposée par Valéry Giscard d'Estaing, il a reconnu « *qu'en de graves circonstances* » un examen en commun pourrait être souhaitable mais ce n'est pas le cas aujourd'hui, la politique qu'il soutient est une « *tout autre politique que celle du candidat sortant* » et « *les ponts et les passerelles* » ne sauraient être envisageables. François Mitterrand a réaffirmé « *qu'il n'avait pas changé* » depuis 1974, qu'il maintenait « *la ligne d'union de la gauche* » malgré les divisions. Le « *10 mai au soir, ce sera une grande surprise et une immense joie* », un « *formidable élan national* » se produira et même ceux qui n'auront pas voté pour lui aideront « *au réveil de la France* ».

Sur la dissolution postérieure à son élection, il a affirmé que, s'il était le seul à l'annoncer clairement, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, eux aussi, seront obligés de dissoudre, ne disposant pas d'une majorité à l'Assemblée nationale. Il a insisté sur les difficultés que rencontrerait le candidat de l'UDF face à l'actuelle majorité, à son ancien premier ministre, Jacques Chirac, qu'il « *ne faudrait pas considérer comme un pantin !* »

François Mitterrand a d'autre part annoncé les sept mesures qu'il préconise en faveur des personnes âgées, il a souligné qu'il s'agissait « *d'une priorité pour les socialistes.* »

Colette PARIS

Les sept mesures en faveur des personnes âgées

- Relèvement du minimum vieillesse à 1 700 francs par mois, dès le 29 mai, et à 2 000 francs le 1er janvier 1982.
- Droit à la retraite volontaire à taux plein à soixante ans.
- Rapprochement du minimum vieillesse et du SMIC.
- Revalorisation des rentes viagères.
- Création de 20 000 emplois pour l'aide ménagère à domicile.
- Suppression des cotisations sociales sur les retraites.
- Faire passer le taux des pensions de réversion de 50 % à 60 %.

LA CAMPAGNE DU CANDIDAT SOCIALISTE

Dans le Vaucluse : onze mesures proposées pour les rapatriés

François Mitterrand a parcouru samedi 4 avril les terres socialistes du Vaucluse au pas de charge. L'agriculture et le dossier des rapatriés ont été les thèmes dominants de cette journée.

De notre envoyé spécial Philippe Laurand.

ACCUEILLI à Cavaillon en fin de matinée par le maire Fernand Lombard, qui a indiqué que sa ville était « *le berceau du mouvement coopératif en Provence* » et que 60 % de l'agriculture locale passaient par la coopération, le candidat socialiste a apporté sans ambiguïté son soutien à cette forme d'association en affirmant que « *le socialisme est né de la coopération* ». Celle-ci correspond le mieux au triptyque socialiste : vivre, travailler, décider au pays.

Le temps qui passe

Débordant du cadre régional, François Mitterrand a rappelé quelques-unes des lignes de force du programme socialiste pour l'agriculture : la création d'offices professionnels par produit et de prix garantis pour un quantum de production mais pas au-delà.

Situant son combat dans « *la grande ligne de l'Histoire* », le candidat socialiste a donné la raison pour laquelle il continuait inlassablement sa route : « *quand on menace les riches, ce sont les pauvres qui ont peur ; notre devoir est d'expliquer* ».

François Mitterrand eut juste le temps de faire honneur au buffet avant de s'engouffrer dans la voiture qui devait le conduire à Avignon (à une vingtaine de kilomètres) où l'attendaient les rapatriés du mouvement « le Recours » qui a appelé à un vote-sanction contre le président sortant.

Dans la salle des fêtes archicomble et survoltée, François Mitterrand a déclaré que le problème des rapatriés « *était l'histoire des illusions perdues.*

J'ai assisté, a-t-il précisé, *à la spoliation.* » Rappelant les promesses non tenues et les mesures insuffisantes, il a souligné que le pouvoir actuel comptait sur trois grands facteurs pour régler le sort des rapatriés : « *le temps qui passe, l'oubli et la mort* ».

Le candidat socialiste, auteur d'une proposition de loi élaborée dès 1965, a alors exposé son propre plan d'indemnisation qui est fondé sur une assimilation avec le remboursement des dommages de guerre. Ce plan en onze mesures ouvrirait le droit à l'indemnisation « *de tous les spoliés* », y compris et surtout ceux de confession musulmane qui sont « *les plus mal traités* ».

Le reste de l'intervention du candidat fut consacré à plaider pour l'alternance. « *Sept ans, ça suffit, quatorze ans c'est trop. Si le président actuel était réélu, les Français auraient à supporter pendant vingt-six ans la politique qui les a conduits là* ».

Quant aux critiques sur sa propre capacité à tenir l'appareil d'Etat, il y a répondu en citant en exemple les 81 maires socialistes de communes de plus de 30 000 habitants.

Enfin, tout le monde a remarqué le vibrant hommage qu'il a rendu au maire d'Avignon : « *Si j'avais à ajouter quelque chose à la liste d'économistes que j'indiquais l'autre jour, c'est à Henri Duffaut que je penserais* ».

Les onze propositions

— Ouvrir le droit à l'indemnisation à tous ceux qui ont été spoliés, quelle que soit la date de la spoliation ;
— Etablir la valeur des biens selon les normes adoptées pour les expropriations ;
— Accepter les preuves faites par tous les moyens et sous contrôle judiciaire ;
— Fixer le plafond à deux millions pour les ménages et à un million pour les personnes seules ;
— Préparer un moratoire total pour les dettes de réinstallation ;
— Verser l'indemnité en espèces et au comptant pour les cas sociaux et raccourcir les délais de perception pour les autres bénéficiaires ;
— Supprimer l'instance arbitrale actuelle ;
— Réviser la situation des fonctionnaires ayant subi des préjudices de carrière ;
— Adapter les retraites au régime métropolitain ;
— Déclarer l'amnistie révolue ;
— Donner aux Français musulmans les moyens de faire valoir leurs droits à la différence de culture et lutter contre le racisme dont ils sont souvent l'objet.

« La démocratie en jeu »

Michel Charzat, secrétaire national du Parti socialiste au secteur public, devait présenter vendredi, au cours du point de presse quotidien du PS, *la Démocratie en jeu*, édité par le Club socialiste du livre, consacré à une réflexion socialiste sur l'Etat et le fonctionnement du service public en France.

En Corse : plus que jamais le droit à la différence

Deux haltes ont marqué le voyage en Corse du candidat socialiste. L'une à Furiani, superbe petit village aux toits de lauses, accroché à la montagne, face à Bastia tenue par le maire « radical-communiste » Zucarelli. L'autre à Ajaccio où plus de cinq mille personnes s'étaient réunies sous chapiteau pour écouter les propositions socialistes sur le devenir corse. Propositions que le candidat a voulu traiter dans leur spécificité sans pour autant les couper des problèmes du continent. « *C'est parce que je suis profondément attaché à l'unité nationale que je suis attaché au droit à la différence.* »

De notre envoyé spécial Jérôme Bouvier.

CIEL incertain, mais accueil très coloré pour la venue de François Mitterrand en Corse vendredi dernier. La région est visiblement blessée, et l'espoir suscité à la mesure de cette blessure. Les phrases glanées ici ou là dans les discours d'accueil des élus locaux sont significatives : Nous autres Corses nous parlons dignité, on nous répond assistance, nous parlons liberté, on nous dit répression... « *Pensez à moi, je penserai à vous,* nous avait dit Giscard en 1974. *Ah oui il a pensé à nous, il a commencé son septennat à Aleria, il le termine à Bastellica-Fech, avec la permanence de la Cour de sûreté de l'Etat.* »... « *François Mitterrand, la Corse, si souvent trahie, voit en vous son seul recours.* »

Un telle attente favorise l'électoralisme. Le candidat socialiste n'a pas voulu y sombrer. Il a d'abord tenu à souligner que les problèmes de la Corse sont pour la plupart ceux du pays tout entier. Il a tenu ensuite à rappeler que le formidable mouvement centralisateur qui devait conduire à l'unité de la France a pris naissance sous Napoléon Bonaparte. « *Je suis de ceux qui pensent que s'il a fallu centraliser pour unir, il faut aujourd'hui décentraliser, respecter notre diversité.* » L'unité de la France n'est pas l'uniformité. « *La Corse doit retrouver sa singularité ce qui ne veut pas dire refuser de vivre dans la communauté.* »

François Mitterrand énumère alors les dispositions du projet de loi socialiste sur la Corse (*voir ci-contre*) *et l'assortit des réformes clés susceptibles d'apaiser les passions et de remettre l'île sur les rails.*

Suppression de la Cour de sûreté de l'Etat que réclame depuis vingt ans les socialistes. Election d'une assemblée régionale élue à la proportionnelle. Suppression de la tutelle préfectorale. Enfin, François Mitterrand aborde sous un tonnerre d'applaudissements le problème de la violence et de ceux qui l'utilisent. Le message sera reçu. « Je condamne la violence, mais je condamne surtout la société qui la provoque... La victoire du candidat socialiste libérera tant d'espoir et d'enthousiasme,... je pense à ceux qui vivent dans l'éloignement et la solitude et qui doivent revenir dans la communauté, que personne demain ne pourra s'autoriser à se lancer de nouveau sur les chemins de la violence. »

Proposition de loi portant statut particulier de la Corse (extraits)

ARTICLE PREMIER. - Il est créé une nouvelle collectivité territoriale de la République qui prend le nom de région de la Corse. Elle est dotée d'un statut particulier.

ART. 2. - La région Corse s'administre librement dans le cadre des lois de la République... L'assemblée régionale règle par ses délibérations les affaires de la région. Elle vote le budget... La région hérite des biens et obligations de l'établissement public antérieur. Sont en outre de sa compétence les décisions intéressant le développement économique social et culturel de la Corse ; les décisions tendant à coordonner au plan régional les investissements réalisés par les autres collectivités territoriales de la région ; les décisions portant création, organisation ou financement d'établissements publics ou d'utilité publique, d'entreprises publiques, de société d'économie mixte, de concessions, de régies, d'offices présentant un intérêt régional.

ART. 3. - Les membres de l'assemblée régionale corse sont élus pour cinq ans au suffrage universel direct. Elle est organisée en scrutin de liste départemental.

ART. 16. - Il est institué de plein droit : 1. Une agence régionale de l'emploi. - 2. Une agence régionale foncière. - 3. Une caisse régionale de crédit. - 4. Une société générale de mise en valeur agricole. - 5. Une société régionale d'équipement industriel, commercial et touristique. - 6. Une société régionale de transport.

PRESIDENTIELLE J – 20

POINTS FORTS

Des emplois précaires : pour qui ?

LES quelques chiffres dont on peut disposer montrent que la segmentation du marché du travail entre emplois stables et emplois précaires est désormais une donnée structurelle. On estime les effectifs de ceux qui passent par l'intérim, dans le courant d'une année, à un million de travailleurs — dont la moitié a moins de vingt-cinq ans.

On n'ignore pas que 730 000 personnes se sont inscrites à l'ANPE en 1979, à la fin de contrats à durée déterminée — dont 435 000 avaient moins de vingt-cinq ans. Le travail à temps partiel a augmenté de 25 % depuis 1974 et concerne plus d'un million de salariés, dont 80 % sont des femmes. Les pactes pour l'emploi touchent environ 300 000 jeunes et femmes. On dénombre 800 000 auxiliaires, vacataires ou contractuels de l'Etat dont les deux tiers ont moins de trente ans et dont plus de la moitié sont des femmes. 40 000 personnes travaillent aujourd'hui à domicile : elles seront 200 000 dans quelques années d'après le VIIIe Plan.

Au total le travail précaire sous toutes ses formes touche près de 3,5 millions d'actifs, qui sont autant de



chômeurs déguisés s'ajoutant aux chômeurs officiels (1).

L'idée de Giscard, c'est d'isoler, de singulariser l'individu pour mieux le soumettre. C'est particulièrement facile avec les femmes, les jeunes, les immigrés et ceux que l'on décide de considérer comme trop âgés.

Plus du tiers des jeunes continue à sortir de l'école sans aucun diplôme, et ceux qui en ont un découvrent très vite qu'il ne leur sert pas à grand-chose.

La correspondance entre le diplôme professionnel et la qualification reconnue par le patronat est de plus en plus floue. Ce n'est pas un hasard, c'est une politique : maintenir les jeunes en situation de sous-formation — de telle sorte qu'ils ne puissent se prévaloir du diplôme adéquat pour accéder à un emploi qualifié et stable — est un impératif de la restructuration des entreprises ; ces dernières ont besoin d'une masse de main-d'œuvre extensible ou compressible à merci et qui, de surcroît, ne leur coûte rien.

par Véronique NEIERTZ*

La situation se complique dans le cas où le jeune en question est une femme. L'insertion des femmes dans le monde du travail a toujours été envisagée non comme un droit de la personne, mais comme un élément de leur situation matrimoniale.

Ne pas reconnaître aux femmes le droit à l'emploi autorise tous les écarts par rapport aux lois et permet d'exploiter l'obligation faite aux femmes, de cumuler activité professionnelle et activité familiale.

L'intérim, le temps partiel, le contrat à durée déterminée offrent en effet des solutions individuelles à la garde des enfants, ce qui permet de se dispenser de créer des solutions collectives tout en réservant la nécessité du cumul des tâches aux femmes et aux femmes seulement.

Autres victimes de l'extension du « précariat » : les personnes considérées comme trop âgées qui sont mises en pré retraite ou à la retraite d'office à partir de cinquante-cinq, voire de cinquante ans. Une fois parties de l'entreprise, il leur est interdit de retravailler. Elles n'ont plus droit à l'emploi sans qu'on puisse invoquer, comme pour les jeunes et les femmes, des critères de sous-formation ou de sous-qualification. Dans leur cas, seul l'âge est discriminatoire et, de ce fait, au lieu de vivre leur retraite comme la jouissance d'un droit positif, elles la ressentent comme une privation de liberté, comme une mise au rencart.

Diviser pour exploiter

Dernier recours du gouvernement et du patronat, les immigrés : on les fait entrer en France quand on en a besoin, on les renvoie quand on n'en a plus besoin. Ce mouvement perpétuel de flux et de reflux, outre qu'il est facteur de division des travailleurs, entretient en France un climat de racisme latent qui devient proprement insupportable.

Le bilan du septennat est lourd. La rupture d'une partie des jeunes avec la société dans laquelle on les force à vivre est lourde d'angoisse. La révolte des femmes face à la surexploitation est lourde de sens sur ce qu'elles endurent depuis des siècles. La mise au rencart des plus âgés est lourde de désespoir pour les plus jeunes. La fermeture de nos frontières aux travailleurs immigrés ne diminue en rien le nombre de chômeurs et est lourde d'inconséquence : poussés par la faim et la colère, des peuples moins riches que nous ne risquent-ils pas de prendre demain par la force ce que nous refusons de partager aujourd'hui ?

* Secrétaire nationale du Parti socialiste.

(1) Voir la brochure du Parti socialiste sur le travail précaire, en vente au Club socialiste du livre.

BOKASSA, GISCARD, LES TERRAINS DE CHASSE ET LES DIAMANTS...

La vérité selon Roger Delpey

AU mois de mai 1980, l'écrivain Roger Delpey était arrêté par les policiers de la DST et emprisonné. Les accusations retenues contre lui étaient graves : relations avec une puissance étrangère, en vue de déstabiliser des pays de l'Afrique francophone et de tenter de discréditer le président de la République française.

Deux cent deux jours plus tard, la Cour de sûreté de l'Etat le remettait en liberté provisoire, faute de preuves.

***« On a essayé de me faire taire, mais je ne me tairai pas »*, avait dit Roger Delpey à sa sortie de prison. Aujourd'hui, il parle... Dans son livre, *la Manipulation* *, qui vient de sortir en librairie, et dans l'entretien qu'on va lire, il nous invite à rien moins qu'à réécrire une tranche d'histoire : celle qui se rapporte aux relations entretenues ces dernières années entre la France et le Centrafrique, entre Jean-Bedel Bokassa et Valéry Giscard d'Estaing.**

Chacun jugera, au regard des explications fournies, de la validité de ces témoignages...

* La Manipulation, *par Roger Delpey. 346 pages, Jacques Grancher, éditeur.*

« J'aurai une déclaration préjudicielle à faire : je ne suis pas l'avocat de Bokassa, je suis pas son mandataire. Ce qui a motivé ma curiosité, c'est le fait que, du jour au lendemain, on ait cloué Bokassa au pilori en le présentant comme un tyran sanguinaire, un maniaque, un massacreur, alors qu'on avait si longtemps — je parle de la France et de son président — entretenu avec lui de si bonnes relations. Ou bien on savait ces choses et on est coupable de les avoir trop longtemps acceptées et couvertes. Ou bien, on les dénonçait soudainement, en dehors de toute preuve sérieuse, parce qu'on avait, à partir d'un certain moment, intérêt à les dénoncer pour un certain nombre de raisons que je suggère.

— *Il y a pourtant eu une « commission de constatation » des événements de Bangui, composée de cinq juristes africains de différents pays et qui a conclu à la participation de Bokassa à ces massacres.*

— L'expression exacte est « participation quasi certaine ». Mais que s'est-il passé avec cette commission ? Ses membres sont allés trouver Bokassa le 22 juin et lui ont dit : *« Nous n'avons rien retenu contre vous. Ce sera la conclusion de notre rapport. »*

— *Les juristes africains sont donc revenus sur leur point de vue...*

— C'est là que je dis qu'il y a eu « manipulation ». Dans un premier temps, la commission fait savoir — et les journaux français parus en juillet le rapportent — que la responsabilité de Bokassa n'est pas établie. Mais le 1er août, René Journiac, conseiller de Giscard, rencontre Bokassa à Franceville, au Gabon, et lui dit : *« Le président vous suggère d'abdiquer, car le rapport de la commission qui va prochainement être publié vous implique. »* Entre-temps, les membres de la commission s'étaient rendus à Paris. Il serait intéressant de savoir qui ils y ont rencontré et les raisons pour lesquelles ils ont modifié leurs conclusions.

— *Qui aurait eu intérêt à cette « manipulation » et qui l'aurait mise en œuvre ?*

— Il existait depuis quelques mois, entre Valéry Giscard d'Estaing et Bokassa, un grave contentieux, d'ordre politique, économique, mais aussi d'ordre personnel. Sur les deux premiers points, j'explique dans mon livre comment le président français reprochait à Bokassa certains aspect de sa politique. Mais là n'est pas le plus important. Ce sont les relations d'ordre privé qui tiennent la place déterminante dans cette affaire, qui, par certains côtés, apparaît un peu comme un règlement de comptes entre chasseurs. Bokassa m'avait dit un jour : *« Vous ne pourrez jamais comprendre le personnage de Giscard si vous ne tenez pas compte de sa passion pour le safari... »*

— *C'est presque du Hemingway...*

— Effectivement. Bokassa avait mis à la disposition de Giscard un territoire de chasse de deux millions d'hectares. Pour le président, c'était un somptueux gadget pour lequel il éprouvait la plus grande passion. Les choses ont commencé à se gâter quand il a demandé à Bokassa de faire surveiller ce territoire par des soldats centrafricains. Celui-ci a refusé. Il aurait fallu ravitailler ces soldats par avions. De plus, ceux-ci auraient pu abattre clandestinement des éléphants et se livrer à la contrebande de l'ivoire. Giscard a été furieux de ce refus. De même qu'il a été furieux lorsque Bokassa a loué des parcelles de chasse contiguës à la sienne.

Il faut savoir aussi, pour mesurer les principaux aspects de l'affaire, que les relations entre Bokassa et Giscard, ce n'était pas seulement la chasse...

— *C'était aussi les diamants ?*

— Bien sûr. Bokassa a donné beaucoup de diamants à Giscard : 236 au total, dont une centaine à sa femme. Ces diamants ont été répertoriés de façon formelle. Il y a eu un autre cadeau, mais Bokassa ne se souvient ni du nombre ni de la valeur de ce lot. Au total, il s'agit d'une petite fortune. Tous ceux qui sont au courant — et il y des témoins — ne peuvent que sourire à l'annonce de l'évaluation que les services de l'Elysée en ont faite il y a quelques semaines. C'est plus, considérablement plus, que les chiffres de quelques millions anciens qui ont été avancés. Sur cette affaire, Giscard n'est pas à l'aise. En fait, je ne crois pas qu'il puisse s'en sortir autrement qu'en disant la vérité. Mais cette vérité, il l'a niée, et je ne crois pas que maintenant il puisse la dire.

— *Y a-t-il des traces de ce que vous dites dans les 187 documents que Bokassa vous a confiés et que vous avez remis à un avocat suisse ?*

— Oui. Des traces formelles. Dans les documents que je gardais chez moi également. Mais ces documents ont été pris par les policiers de la DST quand ils sont venus perquisitionner chez moi.

— *Certains de ces documents vous ont été restitués par la suite.*

— Oui. Mais, bien entendu, ce n'étaient pas les plus importants. Quant aux documents confiés à l'avocat suisse — et dont plusieurs devaient être reproduits dans mon livre — il a reçu des menaces, bien sûr anonymes, et pour l'instant il ne veut pas les restituer. J'ai été moi-même l'objet de menaces de mort pour le cas où ces documents seraient publiés. J'ai porté plainte. Une enquête est en cours.

Spécial P.S.



Réunions publiques

• **Mardi 7 avril.** Pierre Joxe dans l'Essonne ; Laurent Fabius à Bourg-en-Bresse ; Louis Mermaz à Lens, Liévin, puis à Lumbres ; André Laignel dans l'Isère ; Christiane Mora à Surgères, Fourras, puis à Rochefort ; Edwige Avice à Bordeaux ; Jean-Pierre Chevènement à Saint-Etienne ; Claude Germon à Epinay-sur-Orge ; Christian Nucci à Gramata dans le Lot ; Lionel Jospin à Poitiers ; Françoise Gaspard à Saint-Dié dans les Vosges ; François Aubin à Craon ; Pierre Mauroy à Suresnes ; Robert Chapuis à Guitres ; André Lebarrère à Lesparre ; François Mitterrand dans l'Orne, puis à Caen.

• **Mercredi 8 avril.** Claude Estier à Granges-lès-Valence ; Louis Mermaz à Oyonnax ; André Laignel à Reuilly ; Marcel Debarge dans les Côtes-du-Nord ; Catherine Lalumière à Villenave-d'Ornon ; Yvette Roudy à Lyon ; Jean Poperen à Mayenne (20 h 30) ; Jean-Pierre Chevènement commentera les *« 110 propositions du Parti socialiste »* (la Maison pour tous, centre des Sept-mares) à Elancourt-Maurepas.

Annonce

• **Mercredi 8 avril.** François Mitterrand sera l'invité de *« Face au public »* sur France Inter à 19 h 10.

Agressions d'extrême-droite contre les socialistes

Depuis quelque temps, les agressions contre les militants socialistes se multiplient un peu partout en France.

Dans la nuit de mardi à mercredi, Paul Corbier, secrétaire de la section d'Aix-en-Provence et professeur à l'université, a été agressé par quinze giscardiens armés de matraques, alors qu'il surveillait les panneaux d'affichage annonçant un meeting de Lionel Jospin. Samedi matin, à Paris, sur le marché de la rue de Buci (VIe), une vingtaine d'individus casqués et armés de manches de pioche ont attaqué des militants socialistes qui vendaient *l'Unité*. Deux militants ont été blessés et ont dû se rendre à l'hôpital Laennec pour y recevoir des soins.

Dans la nuit de samedi à dimanche, un correspondant anonyme a annoncé qu'une bombe avait été placée dans les locaux du PS, 10, rue de Solférino à Paris. Samedi encore, c'est le siège de la fédération de Seine-Maritime qui a été attaqué.

François Mitterrand : plus 11 points

Un sondage SOFRES/*le Figaro-Magazine,* réalisé du 20 au 24 mars auprès d'un échantillon national de 1 000 Français en âge de voter, révèle que la cote de François Mitterrand a fait un bond en avant de 11 points, il passe de 44 à 55 %.

Par ailleurs, il apparaît que la « cote de confiance » de Valéry Giscard d'Estaing s'est redressée de 3 points en un mois, néanmoins une majorité absolue de Français (52 %) affirment toujours ne *« pas du tout »* ou *« plutôt pas »* faire confiance à l'actuel président.

Le reniement

Le conseil politique du Centre national des indépendants et paysans (CNIP) s'est prononcé à 80 % contre Valéry Giscard d'Estaing. L'affront est dur pour le président sortant qui a fait ses premiers pas dans cette formation.

• Lionel Jospin a affirmé vendredi soir à Marseille que Georges Marchais *« dit vouloir l'union, mais il pratique chaque jour la division »*. Il apparaît que le premier secrétaire général du PCF *« s'empêtre dans ses contradictions »*.

• **Un des « Dalton » du textile se retire.** Bernard Willot, membre du conseil de surveillance de la société foncière et financière Agache-Willot, a démissionné de ce poste. Son départ, dont les raisons n'ont pas été précisées, n'entraînera cependant aucun changement au sein du groupe Agache-Willot.

Le coût de la création de 210000 emplois dans la fonction publique

Les socialistes maintiennent leur évaluation

LA polémique sur le coût de la création de 210 000 emplois dans la Fonction publique, proposée par les socialistes, se poursuit. Le PS l'a évalué à 12,3 milliards de francs par an. Le candidat sortant a prétendu à l'émission « Cartes sur table » du 30 mars que le coût réel serait de 20 milliards.

La *Lettre d'information quotidienne UDF 1* du 2 avril écrit à propos de l'évaluation du PS : *« ...12,6 milliards, un chiffre faux ou pour le moins sous-estimé puisqu'il correspond à un salaire mensuel net de moins de 2 500 F par fonctionnaire et de moins de 1 900 F par agent des collectivités locales, en tenant compte des charges sociales. Et non 4 000 à 5 000 F. »*

En fait, comme nous l'avons indiqué dans *Combat socialiste* du 1er avril, le calcul des giscardiens repose sur trois inexactitudes :

1. Les évaluations sont anticipées sur 1982 ;

2. Ils prennent pour base de calcul le traitement moyen du fonctionnaire dans la Fonction publique. Celui-ci se situe au milieu de l'échelle indiciaire. Or, les emplois proposés par les socialistes se situent dans les catégories B et C : postiers, infirmiers, instituteurs, etc. ;

3. Leurs calculs ont été faits pour des agents en milieu de carrière, alors que les socialistes ont l'intention de recruter en début de carrière.

Ce « traitement moyen » est donc très nettement supérieur aux rémunérations versées en début de carrière à des fonctionnaires de catégorie A, B ou C.

Le Parti socialiste maintient donc l'évaluation annoncée précédemment : 12,3 milliards, c'est-à-dire, toutes catégories confondues, un coût moyen par emploi de 60 000 F par an.

Par ailleurs, dans *l'Humanité* du 1er avril, l'argumentation du Parti communiste est également totalement inexacte. Elle repose sur l'idée que les charges sociales dépassent 100 % du traitement. En réalité, dans la Fonction publique, elles sont de l'ordre de 15 %. Les salaires perçus seront donc bien de 4 000 à 5 000 F par mois.

Les 12,3 milliards de l'évaluation des socialistes ne correspondent pas à une dépense à fonds perdus. Les prestations sociales (maladie) remplaceront celles déjà versées aux chômeurs. De plus, un travailleur paiera des impôts, cotisera à la Sécurité sociale, consommera davantage, ce qui implique que le coût réel pour l'Etat et les collectivités publiques est, en fait, encore plus faible.

G. F.

Maurice Papon, lui aussi...

MAURICE PAPON, ministre du Budget, a lui aussi, tenu à apporter sa contribution au débat. Dans une déclaration publiée le 1er avril, il, indique : *« En ne retenant que le montant du traitement initial des jeunes fonctionnaires recrutés, on sous-évalue la dépense réelle.*

En effet, le recrutement de nouveaux fonctionnaires accélère généralement le rythme d'avancement des fonctionnaires plus anciens et implique souvent le recrutement d'agents supplémentaires aux différents niveaux de la hiérarchie pour assurer l'encadrement. »

Cet argument du ministre du Budget révèle une conception dépassée de la fonction publique. En effet, Maurice Papon n'envisage l'administration qu'à travers une hiérarchie pesante, où chaque fonctionnaire doit être *« encadré »*, alors qu'il s'agit surtout de « renforcer » les moyens des services les plus déficitaires dans les postes, les hôpitaux, les écoles et tout le secteur social communal (aide-ménagères, animateurs sociaux, personnel pour garde et soins à domicile).

Les usagers qui sont chaque jour confrontés dans les administrations au manque de personnel se rendent très bien compte que les services ont tout simplement besoin d'être renforcés pour pouvoir être de meilleure qualité.

Grève des officiers et marins de la marine marchande

GROGNE chez les officiers et marins de la marine marchande. A l'appel de l'intersyndicale (CGT, CFDT, CGC, SNPOMM — autonomes et FO), les officiers et marins de la marine marchande ont décidé d'observer une grève à l'appareillage de soixante-douze heures, à partir de ce mardi 7 avril.

Cet appel fait suite à un premier débrayage, déclenché entre le 10 novembre 1980 et le 10 janvier 1981 et qui avait été très suivi.

L'équipage de chaque navire est appelé à observer cet arrêt de travail une seule fois, aussi bien dans les ports français qu'à l'étranger, pour faire aboutir les revendications sur la revalorisation des pensions de retraite.

En ce qui concerne les liaisons courtes et les activités du secteur portuaire (remorquage, pilotage, balises, etc.), les officiers et marins sont appelés à cesser le travail pendant trois jours au cours de la première semaine de mai. Ceci doit avoir pour résultat le *« blocage total des ports »*, affirme l'intersyndicale.

Pour les liaisons avec la Corse, la grève débutera à partir du 13 mai, mais ne touchera pas tous les navires en même temps, afin de ne pas gêner les usagers.

Un écart de 40 % environ entre les salaires effectivement touchés par les officiers et marins et les salaires forfaitaires sur lesquels sont calculées les retraites est à l'origine du conflit. D'après les syndicats qui réclament le *« rattrapage »* de cet écart en cinq ans, un marin de 6e catégorie (matelot qualifié graisseur) reçoit, après vingt-cinq ans de navigation, une retraite mensuelle de 2 000 francs environ, alors qu'un cheminot d'une catégorie équivalente et avec la même ancienneté touche 2 600 francs.

François Mitterrand à «l'Express»

Six mesures pour la justice sociale

DANS une interview à l'hebdomadaire *l'Express*, François Mitterrand rappelle que son programme a pour objectif fondamental le retour au plein emploi. Outre les six mesures déjà évoquées précédemment (*Combat socialiste* du 25 février), le candidat socialiste propose six réformes fiscales pour la justice sociale.

• Impôt sur le revenu :
— Relèvement de l'exonération de l'impôt sur les revenus à 20 000 francs par part. Les familles de deux enfants, dont le revenu brut est inférieur à 5 000 francs par mois seront exonérées de l'impôt sur le revenu.
— Les effets du quotient familial seront plafonnés pour les enfants à charge.
— Instauration d'un salaire fiscal pour les commerçants et artisans, qui pourront bénéficier de la déduction de 20 % accordée aux salariés.
— Remplacement de toutes les déductions fiscales par un crédit d'impôt destiné à encourager l'épargne des ménages.

• Impôt sur les grandes fortunes :
— Instauration d'un impôt progressif à partir de trois millions de francs par foyer. En seront exonérés les biens affectés à un usage professionnel (agricole, industriel, commercial...).

• Droits de succession :
— Jusqu'à trois millions de francs, ils seront réduits par le doublement des abattements à la base, qui seront étendus aux frères et aux sœurs. Ils seront modulés en fonction de l'importance des patrimoines transmis.

• TVA :
— Exonération pour les biens de toute première nécessité, réduction pour les biens et services de nature culturelle.

• Finances locales :
— Accroissement des ressources par une révision des contributions locales et de la taxe d'habitation, de façon à tenir compte des ressources réelles de chaque foyer.
— Réforme de la taxe professionnelle.
— Affectation du produit des taxes sur les produits pétroliers non plus à l'Etat, mais aux collectivités territoriales.

• Financement de la Sécurité sociale :
— Nouvelle assiette pour les cotisations patronales, qui tiendra compte de tous les éléments de la valeur ajoutée.
— Instauration d'une « juste péréquation » entre les différents régimes de la Sécurité sociale.

LISEZ-NOUS
ECRIVEZ-NOUS
ABONNEZ-VOUS

BREF

Nouveau mais inaperçu, la France sans gouvernement

Qui s'occupe des affaires de la France ? Difficile à dire. On cherche désespérément un sous-secrétaire d'Etat dont la seule fonction ne soit pas de promouvoir la campagne giscardienne ou de batailler contre le moindre mot de François Mitterrand.

Le président de la République est en campagne comme un « simple citoyen » : trois ministres ont démissionné pour clamer à tue-tête les bienfaits du septennat. Le ministre de la Coopération, dans un saisissant raccourci, s'est vu rajouter la charge du ministre de la Défense décédé et que l'on n'a pas jugé bon de remplacer. Huit ministres sont envoyés aux DOM-TOM pour pêcher les voix. Huit ministres et un président de la République monopolisent les ondes pour défendre la dignité de la France compromise par « un petit télégraphiste ». Quatre ministres enfin, MM. Papon, Monory, Mattéoli et Giraud, se sont évertués tout ce week-end à contredire les propositions économiques de François Mitterrand exprimées dans *l'Express*. Depuis deux mois, on assiste à une mobilisation exceptionnelle de tout l'appareil d'Etat dans la campagne. Où est l'égalité entre les candidats ?

Le septennat de quelques indices

IL n'aura fallu que le temps d'un septennat pour que les prix doublent : depuis que Valéry Giscard d'Estaing est entré à l'Elysée, les prix de détail ont augmenté de 100,7 %. Mais avant qu'il ne s'y installe, les prix avaient mis quatorze ans pour doubler. *Liaisons sociales*, dans sa lettre du 3 avril, cite la progression de quelques indices, sous le septennat. Ainsi, entre avril 1974 et janvier 1981, le taux du salaire ouvrier s'est accru de 150,7 %.

Mais, dans le même temps, la durée hebdomadaire de travail est passée de 43,9 à 40,8 heures. Aussi lorsque l'on multiplie le salaire horaire ouvrier par la durée moyenne du travail, on n'obtient entre le début et la fin du septennat, une progression du pouvoir d'achat du gain mensuel ouvrier que de 15,7 %, bien inférieure à celle du salaire horaire.

Et le revenu mensuel net d'un ouvrier, père de deux enfants, dont un de moins de deux ans, a marqué une hausse de 112,1 % à Paris et 115,3 % en province.

BREF

Les chercheurs dans la rue

Le quai Anatole-France, à Paris était de nouveau embouteillé vendredi 3 avril : les ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA), soutenus par les chercheurs, manifestaient, devant le siège du CNRS. Le projet de statut des ITA, œuvre du secrétaire d'Etat à la Recherche, Pierre Aigrain, rencontre une hostilité croissante. La consultation du comité représentant le personnel prévue ce jour a été annulée.

• **La consommation d'énergie** dans les pays non communistes n'augmentera que de 2,1 % par an d'ici à 1990, soit la moitié de son rythme traditionnel, estime le dernier rapport du département américain à l'Energie.

• **Les organisations syndicales** de la Direction générale des impôts (SNADGI-CGT, SNUI, SGI-FO et SNI-CFDT) appellent le personnel des centres des impôts à une grève nationale le mercredi 8 avril pour protester contre *« l'utilisation croissante des « hors statut » et la suspension de vingt-six agents titulaires pour militantisme syndical »*.

• **En raison du mot d'ordre de grève** lancé par les syndicats représentant le personnel au sol, la direction de la compagnie Air France communique que certains de ses vols moyens courriers seront annulés mardi 7 avril.



Quand le PS va deux fois au charbon

André Billardon en Moselle

Behren-les-Forbach (Moselle)

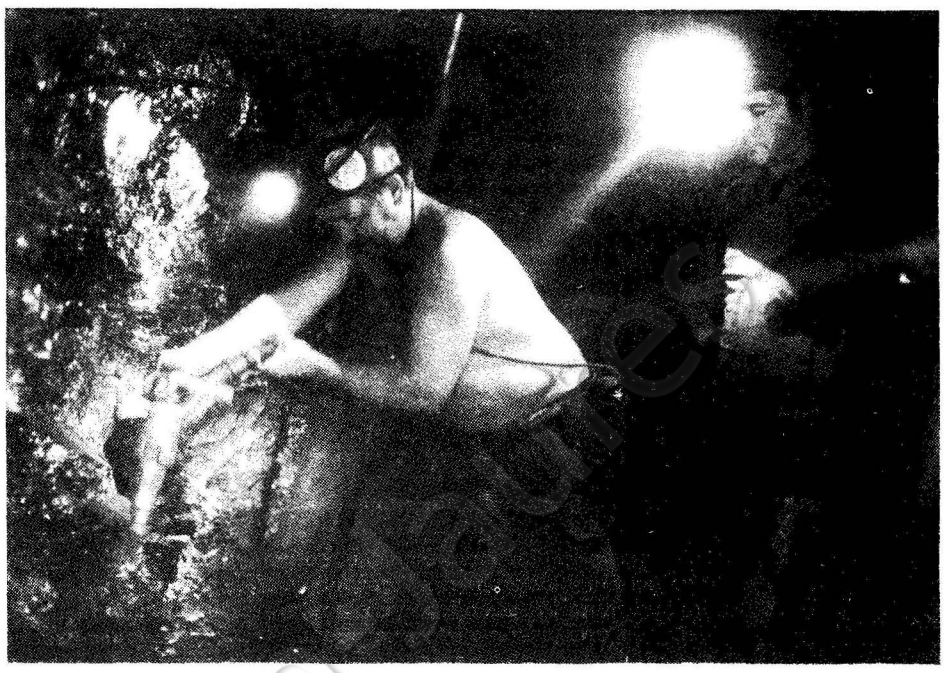
« VITRY, c'est une bavure, une grosse bavure. Mais qu'on ne vienne pas me parler d'immigrés, parce que ma petite fille est noire et blanche. Alors, les immigrés, ça me connaît ; il faut les répartir. Mais attention, faut pas se tromper d'adversaire : au second tour c'est François Mitterrand qu,il faut voter. » Pas ambigu pour deux sous, Paul Bienvenu, le maire communiste... D'ailleurs, malgré quelques divergences qui sont le fait d'une poignée de jeunes immigrés, communistes orthodoxes, la salle applaudit vigoureusement à ses exhortations, y compris les représentants présents de l'Organisation communiste internationaliste (OCI).

André Billardon, député de Saône-et-Loire, venu ce soir-là présenter le plan charbonnier du PS devant un auditoire de mineurs, n'avait pas prévu que le débat qui suivrait son exposé serait aussi passionné, aussi politique, bref à l'image de la France en campagne électorale. Car tout y est passé : les immigrés, l'Afghanistan, le Front populaire, les questions européennes et le rôle de Claude Cheysson, le programme commun et le reste.

Située aux portes de l'Allemagne, cette petite cité minière de 12 000 habitants, tour de Babel des vingt-quatre nationalités différentes qui s'y côtoient « sans problème », est une des rares municipalités de gauche de la région, depuis qu'elle a choisi de se doter, en 1977, d'un maire communiste, Paul Bienvenu, et de deux adjoints socialistes, Albert Delobel et Sylvain Houssèle.

« J'ai fait des réunions dans de petites communes ; croyez-moi, quand il y avait le mot PC, c'était l'Antéchrist. Il faut se les farcir, les gars ici ; quand ils sont rentrés chez eux, on ne les fait pas ressortir », ironise Paul Bienvenu, comme pour s'excuser que l'assemblée ne soit pas plus nombreuse. Alors ça, ajouté à la tradition paternaliste des Houillères du bassin lorrain, plus l'influence du RPR qui tient le bastion font que c'est déjà un miracle qu'une quarantaine de personnes soient venues écouter André Billardon.

Tâche ingrate donc, et à double titre, pour le député qui sait bien que le charbon, jusqu'à une époque récente, c'était l'affaire presque exclusive du Parti communiste et de la CGT (statut du mineur marocain arraché l'été dernier). On l'attend au tournant.



Revaloriser le statut de mineur. (Photo Gamma)

Représentant de la ville d'Autun, mais aussi du Creusot (mines et Framatome), André Billardon sait être convaincant pour expliquer en détail les thèses socialistes en matière énergétique. *« Plus de nucléaire, c'est moins de charbon »*, dit-il d'emblée en ajoutant qu'il n'est pas envisageable qu'en 1990 73 % de l'électricité soit d'origine nucléaire. Sans rapport avec la consommation. Or les centrfales ça ne se module pas, il faudra les ralentir, le prix du kilowatt sera alors plus cher.

Une situation socialement absurde

« Si la consommation a légèrement repris, la production française a chuté et les importations de charbon étranger ont beaucoup augmenté », affirme André Billardon qui cite quelques chiffres à l'appui de sa thèse : sur les 45 millions de tonnes consommées en 1975, 27 provenaient de France et 18 de l'étranger, tandis qu'en 1980, sur les 55 millions de tonnes consommées, 23 seulement étaient d'origine française et 32 d'origine étrangère.

« Vous, qui vivez dans une région minière, savez combien cette situation est socialement absurde. Quand on dit que le charbon d'importation est moins cher, on oublie de prendre en compte le coût social de la mort d'une région. Evidemment, ce ne sont pas les Charbonnages qui paient le chômage, mais les Assedic. Quand on sait que la reconversion n'existe pas, c'est bien d'un choix de politique nationale qu'il s'agit », répète André Billardon.

« On nous trompe sur l'état des réserves nationales », poursuit le député, pour qui celles-ci varient en fonction de la politique suivie et ne sont nullement en diminution comme certains tentent de le faire croire. Elles seraient en fait bien supérieures aux 430 millions citées communément ! *« Le charbon français, c'est pas rétro, c'est pas Zola, c'est une source d'énergie d'avenir. Les ressources sont considérables. »* Quant à l'argument du prix plus cher du charbon national, il ne tient plus devant une demande mondiale qui se fait plus forte et un coût de transport de plus en plus élevé.

Le charbon français a un avenir

Après la reconversion au charbon des grosses industries telles que la sidérurgie, les cimenteries et les usines productrices de vapeur, et une fois achevées les centrales nucléaires actuellement en cours, le PS propose la construction de douze unités de 600 mégawatts et le développement des réseaux de chaleur urbains. Dans ce plan de relance du charbon, quelle sera la place du minerai français ? *« Il ne faut pas avancer n'importe quel chiffre, il faudra tenir ses engagements et ne pas être démagogique ; 30 millions de tonnes (chiffre de 1973), c'est déjà très ambitieux »*, estime André Billardon. Une meilleure connaissance des ressources, l'arrêt de toute nouvelle fermeture, un programme de recherche accéléré, la taxation aux frontières des importations de charbon, la renégociation des contrats entre EDF et les Charbonnages ainsi que la renationalisation de l'ensemble des activités laissées à la sous-traitance et au commerce de gros sont les premières mesures réclamées par le PS. Il va de soi que cela passe par *« une revalorisation du métier de mineur »*, dont il ne faut pas oublier que le statut a été accordé par le gouvernement du Front populaire, comme ce fut rappelé ce soir-là. *« Le charbon français a un avenir, mais certainement pas s. Giscard est réélu »*, devai conclure André Billardon

Dominique FERBO

Davantage de charbon dans l'industrie

D'ici à 1990, les pays industrialisés vont se dégager de l'emprise du pétrole importé par un doublement de l'utilisation du charbon dans l'industrie, un triplement de la production d'électricité nucléaire et un comportement plus économe en énergie, annonce l'Agence internationale de l'énergie (AIE), dont le siège est à Paris.

Dans l'industrie, le charbon prendra la plus grande part dans la progression de 36 % de la demande énergétique prévue pour les dix ans à venir. Son emploi devrait passer de 198,6 % à 344,5 mtep (de 20 à 25 % de la consommation totale). Par contre, la consommation de pétrole ne devrait passer dans le même temps que de 435,9 mtep à 452,8 mtep (de 43 à 33 % de la consommation totale), selon les prévisions des vingt et un pays analysées par l'agence, à l'occasion de l'ouverture d'un colloque international sur les économies d'énergie à Berlin.

AUVERGNE

Les socialistes refusent la mort lente d'Ambert

Deux exploitations familiales disparaissent chaque semaine : c'est la façon de Giscard de «s'occuper» du Livradois

De notre envoyé spécial

LES monts du Forez, qu'embellit la neige de printemps, ferment l'horizon de l'Auvergne à l'est. Sinuant entre les collines boisées, la rivière de la Dore a ouvert une jolie vallée où se glisse la route qui mène de Thiers à Ambert, en plein Livradois, le fameux pays des « Copains ».

A la suite d'un « congrès socialiste d'arrondissement » ce fut pour eux l'occasion d'exprimer les doléances du Livradois par la bouche de Jean Chaduc, conseiller régional (PS).

« *A la fin du siècle dernier,* disait celui-ci d'une voix mi-chant, mi-rocaille, *dans l'arrondissement d'Ambert, on comptait 87 habitants au kilomètre carré ; il n'y en a plus que 25... et, maintenant, 70 % du territoire sont occupés par des broussailles et des forêts. Il ne reste que 30 000 hectares de terres exploitées sur 117 000. Sur 3 700 exploitations agricoles il y a dix ans, il n'en reste que 2 600, et Debatisse compte les ramener à moins de 1 000 à la fin du VIIIe Plan. Les exploitations familiales disparaissent à raison de deux par semaine... Ce qui fait 250 chômeurs de plus par an.* »

Peut-on prononcer réquisitoire plus impitoyable ? Mais surtout peut-on mieux raconter sans grandes phrases la mort d'un pays ? Simple mort, ou assassinat ?

La forêt gagne du terrain. Elle a doublé de surface en trente-cinq ans, mais n'est exploitée qu'à 40 % de ses capacités. Les terres se concentrent aux mains de propriétaires de moins en moins nombreux. Dans les 60 scieries qui ont survécu, travaillent 350 employés. Ils étaient 1 000 à la Libération. Et on prévoit d'amener de la main-d'œuvre de l'extérieur pour entretenir la forêt.

Des paysans-bûcherons

Pour tenter d'arrêter cette lente dégradation, « *Debatisse, l'homme de Giscard, n'a voulu retenir aucune de nos propositions faites pour le VIIIe Plan,* proteste Jean Chaduc, qui est également conseiller municipal d'Ambert. *Nous avions proposé pour les agriculteurs exploitants familiaux qu'ils puissent exercer une double activité sans être astreints à une patente : continuer d'exploiter leur propriété tout en pratiquant, pendant la saison creuse, de l'abattage, du débardage, de menues réparations de menuiserie et de maçonnerie, avec la seule affiliation à la Mutualité sociale agricole. Debatisse a refusé...* »

Mais les difficultés ne suffisent pas. Il semble qu'on veuille enfoncer plus profondément sous l'eau la tête de celui qui se noie : « *Un instituteur,* raconte Jean Chaduc indigné, *pour sauver son école, avait organisé le ramassage des enfants éloignés. Il se voit imposer une patente. Un petit agriculteur situé à plus de 1 000 mètres d'altitude, qui conduit lui aussi les enfants de son hameau à l'école du bourg, subit toutes les tracasseries pour une patente de transport, alors que les transporteurs avaient refusé d'organiser le ramassage.* »

La ronde des ministres

Ambert, ce n'est que 8 000 habitants avec une campagne dépeuplée. En sept ans, la population de l'arrondissement a encore baissé de 3 000 habitants. Des bourgs n'ont plus d'école, plus de boulanger, plus de commerce.

« *La ligne SNCF voyageurs a fermé il y a quelques mois,* rappelle Jean Chaduc avec amertume. *Une décision de suppression du centre technique d'exploitation des PTT est envisagée. Le centre hospitalier d'Ambert, qui emploie actuellement plus de 200 salariés, va disparaître de la carte hospitalière révisée au VIIIe Plan, ce qui veut dire qu'il n'y aura plus possibilité de création de nouveaux lits, plus d'extension possible, donc plus d'emplois nouveaux.* »

Si les paysages de la vallée de la Dore sont verdoyants, le tableau économique est bien sombre. « *Et pourtant, les visites ministérielles ne nous ont pas manqué : plus de dix ministres se sont relayés à Ambert pendant le septennat du président sortant. Et Giscard d'Estaing, président de la République, est venu discourir, il y a un peu plus de deux ans, sur la relance du plan Massif central. Nous n'avons rien vu venir. Ces promesses n'ont pas été plus tenues que celles qu'était venu faire, au printemps de 1968, à Ambert, le même Giscard affirmant :* « Et maintenant, je vais m'occuper du Livradois. »*C'était à l'époque où le général de Gaulle avait décidé de se passer de ses services comme ministre des Finances.* »

Chacun a pu voir comment il s'en est occupé : en le condamnant à la mort lente.

Philippe LERAY

Propositions pour les régions de demain

Faire de la région un échelon réel de décision, c'est ce que propose le Parti socialiste. C'est ce qu'il a rappelé récemment lors du colloque du 14 mars sur l'aménagement du territoire. C'est également l'un des points forts de la campagne électorale. François Mitterrand ne manque pas une occasion d'insister sur cette dimension nécessaire de la vie politique française.

POUR *Combat socialiste,* l'un des responsables du groupe socialiste pour l'aménagement du PS, Jean Fabert, a répondu à quelques questions à propos du rôle de la région demain.

— Quel est le bilan de la politique d'aménagement menée ces dernières années ?

— Jusqu'en 1974, une politique assez volontariste a été menée avec des succès et des échecs, mais elle existait. Sous le dernier septennat, par contre, on s'est contenté de juxtaposer les plans régionaux sans les coordonner. Et la distribution d'aides ponctuelles ne change rien : on est en présence de quelques régions riches et de nombreuses régions déshéritées (que ce soit des régions rurales en perte de vitesse ou des régions industrielles anciennes comme le Nord).

— Face à cette situation, que proposez-vous ?

— Nous refusons l'éclatement du territoire tel qu'il existe actuellement. Nous voulons implanter un peu partout des activités diversifiées et renforcer la solidarité envers les zones les plus critiques. Cela suppose deux choses. D'une part, une décentralisation réelle car le développement ne se décrète pas d'en haut, et la région est l'échelon idéal par sa taille et sa capacité financière pour maîtriser ce développement. Mais il faut, d'autre part, que soit menée une politique nouvelle des activités et des emplois, très intégrée au Plan. Un vrai Plan avec des volontés, des moyens, des objectifs précis et des financements.

— N'est-il pas contradictoire de vouloir à la fois décentraliser et renforcer la planification ?

— Non, car les régions participeront à la planification. Il y aura concertation préalable avec les collectivités locales, les entreprises, les syndicats, pour savoir quoi faire et comment. Les régions, puis le Parlement décideront ensuite des programmes, véritables contrats passés avec l'Etat. Il faut souligner, et c'est un point essentiel, que ces régions auront des représentants élus au suffrage universel direct. Elles disposeront de ressources accrues et d'outils d'action. Elles auront leurs propres services, distincts de ceux de l'Etat. Au préfet, créé par Napoléon, sera substitué un commissaire de la République, chargé seulement des services de l'Etat et de veiller au respect des lois et règlements opposables à la région.

— Quels seront leurs ressources et leurs outils ?

— Il y aura deux sortes de ressources : une partie proviendra d'une fraction des impôts locaux et une autre partie d'un transfert de l'Etat, égal au tiers de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, soit quatorze milliards de francs environ. Ce qui quadruplera les moyens financiers des régions.

Par ailleurs existeront des agences régionales, véritables établissements publics où siégeront des élus locaux. On pourra avoir une agence pour le développement et l'aménagement, une agence pour l'énergie, une agence foncière, une agence pour l'emploi, etc. Elles mettront en œuvre des actions décidées par la région et attribueront les subventions de l'Etat.

Elles seront le lieu de la concertation puisqu'elles travailleront avec les chambres de commerce, les départements, les syndicats, les entreprises.

Enfin, une banque régionale d'investissements gérera, dans chaque région, les fonds d'épargne collectés localement et participera aux investissements des entreprises.

Propos recueillis par Dominique GAUCHER

NOUVELLES DU PAYS

En direct...

• D'AUVERGNE : le Conseil d'Etat favorable au circuit automobile de Charade

LE Conseil d'Etat a reconnu la validité de la déclaration d'utilité publique, faite le 27 avril 1977 par le préfet du Puy-de-Dôme, en faveur de la transformation en circuit permanent du circuit de compétition auto-moto de Charade, aménagé depuis 1957 près de Clermont-Ferrand.

Cette décision du préfet, nécessaire avant tout début des travaux avait été annulée le 5 mai 1978 par le tribunal administratif de Clermont-Ferrand à la demande d'exploitants agricoles riverains. Le ministre de l'Intérieur et le Comité de soutien du circuit de Charade en avaient appelé au Conseil d'Etat qui leur a donné raison en annulant le jugement du tribunal administratif.

L'arrêt précise que la transformation du circuit n'est pas un problème de développement et d'aménagement régional relevant du conseil régional d'Auvergne. Il considère aussi qu'une piste de compétition n'est pas un « grand ouvrage public » régi par la loi d'orientation agricole et qu'aucun texte n'imposait une étude préalable des nuisances.

Le projet de transformation du circuit de Charade tend à remplacer par une piste permanente de cinq kilomètres, les huit kilomètres de routes départementales utilisées épisodiquement pour des courses dont les normes « routières » ne correspondent plus aux exigences de sécurité de la compétition.

• DE BRETAGNE : En représailles, à Concarneau, le portrait de Giscard menacé d'expulsion.

LE portrait de Valéry Giscard d'Estaing reste contre vents et marées accroché au mur de la salle du conseil municipal à la mairie de Concarneau. Peut-être plus pour longtemps mais il semble devoir résister jusqu'au 10 mai.

L'alerte a pour lui été chaude. N'allait-il pas servir d'otage et être expulsé de la mairie en représailles contre le préfet du Finistère.

Ce dernier avait refusé d'approuver une délibération du conseil municipal qui tendait à supprimer les deux plus basses catégories salariales des employés communaux... Il fallait donc protester contre cet autoritarisme de l'Etat personnifié par ce portrait d'un Giscard au regard inflexible.

Le conseil municipal que préside Joseph Argouach (PC) eut à se prononcer sur une proposition du groupe communiste visant à expulser Giscard en effigie. Mais il y eut de la désunion dans les troupes. Un conseiller communiste vota contre la proposition qui fut ainsi repoussée par 14 voix contre 13, un autre conseiller étant absent.

La manœuvre échoua donc et l'on dut se résigner à subir encore pour quelques jours cette hautaine domination.

Un adjoint au maire socialiste, M. Le Bris, déclarait ensuite que c'était à une politique qu'il fallait s'attaquer, et non à une effigie. Il jugeait d'ailleurs bien tardif ce phénomène de rejet de la part du PC. D'autant plus qu'il n'y a plus qu'à patienter encore quelques jours...

• DE RHONE-ALPES : Nouvelles menaces sur l'emploi dans la Loire.

SAINT-CHAMONT, dont le maire socialiste Jacques Badet était intervenu lors de l'occupation par les salariés de l'entreprise J.-P. Martin (230 emplois supprimés), voit les menaces de chômage s'accroître : un secteur entier de CLESID, filiale de Creusot-Loire risque de disparaître, entraînant la suppression de 70 emplois de plus.

La situation de l'ensemble du département de la Loire se détériore un peu plus : 13 % de la population active est au chômage. Dans tous les secteurs la liste s'allonge : bonneterie (Roanne), textile, houillères, sidérurgie sans oublier Manufrance. Et voici que la fabrication du fusil Clairon par la Manufacture des armes de Saint-Etienne, qui l'a conçu, doit être en très grande partie confiée au secteur privé, dans l'Est de la France, ce qui va rendre plus lourde la situation de l'emploi dans la Loire. (Et c'est Manurhin, une filiale de Matra, qui doit encore bénéficier de ce marché.)

Prochaine visite du général Alexander Haig, secrétaire d'Etat américain

L'Europe va recevoir un général discrédité

Ambitieux et autoritaire, le général Haig est sévèrement jugé par le Congrès et la presse américaine.

Sa tournée au Proche-Orient et dans quatre capitales européennes l'aidera, croit-il, à améliorer son image de marque

LE secrétaire d'Etat Alexander Haig a décidé de faire une tournée éclair en Europe occidentale pour convaincre les principaux alliés des Etats-Unis que son autorité n'est pas diminuée. Le général Haig, qui ne devait s'arrêter brièvement qu'à Madrid et à Londres, au terme d'une tournée de cinq jours au Proche-Orient, fera deux rapides escales à Paris et à Bonn, le samedi 11 avril, avant de regagner Washington.

Au département d'Etat, on explique que la tension persistante en Pologne justifie amplement que le secrétaire d'Etat profite de sa présence dans la région pour aller s'entretenir personnellement avec Jean François-Poncet et Hans Dietrich Genscher, les ministres des Affaires étrangères de France et de RFA. Mais le général Haig a également besoin de redorer son blason.

Dans les milieux diplomatiques de Washington, tous les observateurs sont d'accord pour dire que le secrétaire d'Etat est sorti affaibli de l'épreuve de force qu'il a maladroitement engagée et perdue contre l'entourage du président Reagan. De surcroît, le général Haig a donné, au cours des dernières semaines, le spectacle d'une agressivité hargneuse et d'un manque de sang-froid.

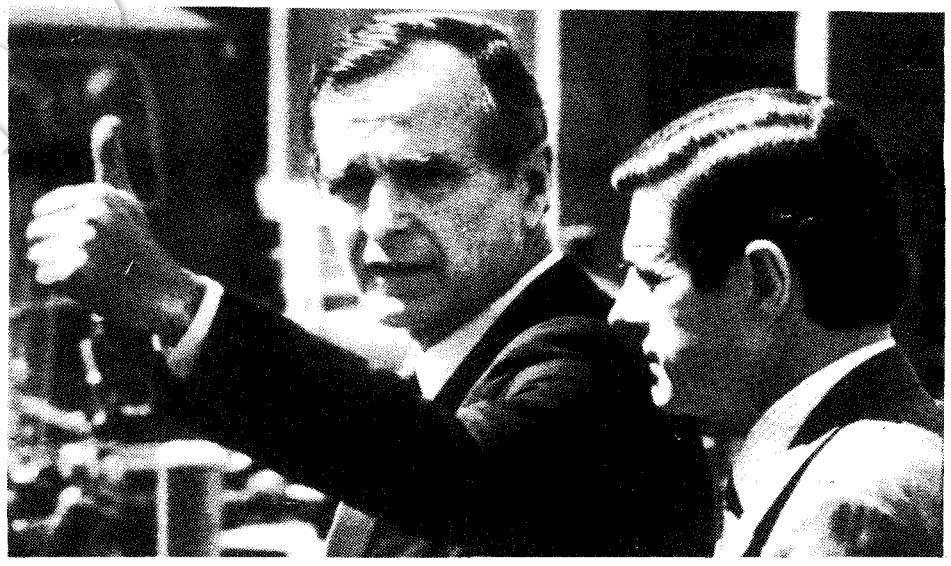
Tout a commencé le mardi 24 mars, lorsque le secrétaire d'Etat a affiché publiquement son mécontentement et son incrédulité devant l'annonce, faite deux jours plus tôt par le *Washington Post,* que le président Reagan allait confier au vice-président George Bush la responsabilité de l'état-major interministériel, chargé de coordonner les activités du gouvernement en cas de crise grave.

La Maison-Blanche a immédiatement relevé le défi, et confirmé le soir même que l'information était exacte. Il apparut à beaucoup que le général Haig venait de perdre contre le vice-président Bush la première escarmouche sur le chemin de la candidature à la succession du président Reagan en 1984.

Le secrétaire d'Etat se remettait tant bien que mal de ce camouflet lorsque survint, lundi 30 mars, l'attentat contre le président Reagan. Le vice-président Bush était au Texas. Le général Haig se précipita à la Maison-Blanche, prit la direction des opérations et affirma d'un air vindicatif et crispé devant les caméras de télévision qu'en l'absence du vice-président la Constitution lui donnait temporairement l'autorité suprême.

C'était une erreur juridique. Mais c'était surtout une faute psychologique, puisque le président Reagan n'avait pas été déclaré dans l'incapacité d'exercer ses responsabilités. De surcroît, le vice-président Bush, dans l'avion qui le ramenait en toute hâte du Texas, était en contact direct et permanent avec la Maison-Blanche.

Les commentaires de la presse et des membres du congrès sont très sévères pour l'affirmation d'autorité, jugée intempestive, du général Haig. Même les plus modérés mettent en cause l'efficacité d'un secrétaire d'Etat qui, par ambition politique, ne peut s'empêcher de livrer de mauvaises batailles... et de les perdre.



Vice-président des Etats-Unis, George Bush *(notre photo)* est désormais chargé de coordonner les activités du gouvernement en cas de crise grave. Prise par Ronald Reagan, cette décision a provoqué le premier incident public avec le secrétaire d'Etat américain. (Photo AP)

LIVRES ET DOCUMENTS

L'héritage de Tito

QUE sait-on en France de la Yougoslavie ? A vrai dire, pas grand-chose. Quel système fonctionne dans ce pays ? Quel rôle joue celui-ci sur la scène internationale ? *L'Héritage de Tito* constitue à cet égard un bon instrument pour répondre à ces questions. Le livre d'Yves Durrieu, bien structuré et détaillé, permet d'aborder la réalité yougoslave dans sa totalité.

Notre méconnaissance de la Yougoslavie, comme le souligne Durrieu, n'est pas le fruit du hasard. Elle est due, en grande partie, à la déformation consciente de la réalité que nous offrent les médias. Pourquoi ? Parce que la Yougoslavie représente un enjeu politique. La droite ne veut surtout pas que l'existence d'un système politique, autre que le capitalisme ou le communisme soviétique, puisse être démontré.

Sans vouloir faire du système yougoslave un modèle *a priori,* Durrieu tente d'en cerner les principales caractéristiques. Il le fait avec rigueur, sans craindre de souligner le décalage qui se manifeste entre la doctrine autogestionnaire et ses méthodes d'application.

Historiquement la Yougoslavie s'est affirmée contre Staline. C'est ce défi qui a joué un rôle important dans l'instauration de l'autogestion. De même le fédéralisme s'est construit par réaction au centralisme de type stalinien. La politique de non-alignement tout comme la dénonciation constante de la bureaucratie procèdent de la même démarche idéologique.

On peut regretter que la Yougoslavie, à l'égal des pays de l'Est, persiste à construire une forme de socialisme sur la base du parti unique. On peut déplorer, d'autre part, l'absence de lutte idéologique contre les valeurs capitalistes occidentales. En définitive, la Yougoslavie ressent peut-être inconsciemment le besoin d'une révolution culturelle.

En refusant la politique des blocs, la Yougoslavie justifie le non-alignement et affirme, du même coup, son indépendance, malgré la nécessaire et difficile cohésion des différents peuples qui la composent. Sans être un modèle, le système yougoslave permet néanmoins d'espérer.

Durrieu n'est pas un défenseur inconditionnel de ce pays. Mais il estime, avec juste raison, que l'analyse de la réalité yougoslave apporte des enseignements tant théoriques que pratiques sur l'instauration éventuelle du socialisme en France. Grâce au sérieux de la documentation et à la clarté de l'exposé, *l'Héritage de Tito* est un ouvrage à lire attentivement.

Renée FREGOSI

TRIBUNE

Espagne : le tournant ?

par Pierre BRANA

CINQ ans déjà après la mort de Franco, le processus de démocratisation semblait assuré. Et voici que, depuis un mois, tout bascule. La tentative de putsch du 23 février, d'abord présentée comme le geste d'un excité, se révèle avoir été minutieusement préparée, jouissant de nombreuses complicités. L'aggravation de la situation au Pays basque et l'appel à l'armée, dont on peut douter du « loyalisme », pour maintenir l'ordre légal ne risquent-ils pas de faire basculer à nouveau l'Espagne dans le fascisme ? L'histoire ne se répète pas, dit-on. Voire...

Je me trouvais, par un curieux hasard, le week-end qui précéda la tentative de coup d'Etat, dans une ville des Asturies, jumelée avec ma commune. Le maire, membre du PSOE, est un ancien permanent de l'UGT (syndicat lié au Parti socialiste). Le premier adjoint, membre du PCE, est responsable des Commissions ouvrières (syndicat très proche du Parti communiste).

Les nostalgiques du passé

Que de choses dans cette ville, dirigée par une municipalité d'union de la gauche, rappellent le franquisme ! Les inscriptions sur les murs : *« les rouges au poteau », « mort au maire », « le maire est un chien » ;* les campagnes de calomnies des conseillers municipaux de droite, faisant tout pour bloquer la marche de la municipalité ; les pratiques du patronat, licenciant le premier adjoint le lendemain d'un vote du conseil municipal instituant un impôt sur les entreprises !

Tentations chez les militaires, les anciens de la légion Azul et les autres, si nombreux que l'on ne compterait guère plus de 25 % à 30 % des effectifs réellement « légalistes ». Tentations dans la police qui, pas plus que l'armée, n'a épurée et qui a gardé ses vieilles méthodes « efficaces », dont témoigne la mort de José Arregui Izaguire.

Tentations aussi dans la bourgeoisie. Un complot de l'ampleur de celui du 23 février suppose non seulement des ramifications étendues, mais aussi des appuis financiers non négligeables. La position de la grande bourgeoisie agraire — un des piliers du franquisme — est bien connue. Se pose la question de l'attitude de la grande bourgeoisie industrielle, celle qui a accepté la démocratisation, condition de l'entrée dans le Marché commun.

Mais l'ouverture sur le Marché commun, c'est actuellement l'ouverture sur la crise. Et la démocratisation, cela s'accompagne de revendications, de grèves, sans compter ces municipalités de gauche qui se mêlent — entre autres — de lever un impôt sur les entreprises. Comment ne pas aboutir à la conclusion qu'une partie de la bourgeoisie a dû se dire qu'après tout le franquisme, cela avait du bon...

La démocratie en péril

Un mois après la tentative de coup d'Etat, la situation reste tendue. Si les militaires ne sont pas dans le gouvernement, on les sent extrêmement présents dans la vie publique.

De ce fait, les derniers attentats d'ETA relèvent d'une politique du pire qui est une véritable provocation. L'annonce de l'envoi de l'armée au Pays basque, la présentation réitérée aux Cortès d'une loi sur l'état d'urgence en sont la conséquence directe.

Il y a un mois, contre toute légalité, l'armée a failli sortir des casernes pour établir une dictature. Aujourd'hui, c'est en toute légalité qu'elle va participer à la répression. Or il est plus facile, c'est bien connu, de faire sortir les militaires des casernes que de les y faire rentrer...

L'Espagne vit une situation dangereuse, une période grave, au cours de laquelle socialistes, communistes, syndicalistes, démocrates espagnols ont besoin d'un soutien accru de notre part.

Leur combat est le nôtre. Ne l'oublions pas.

Les combats s'intensifient à Beyrouth

Menace d'intervention israélienne au Liban

La nouvelle flambée de violence au Liban coïncide avec la tournée du général Haig au Proche-Orient. Les affrontements de ces derniers jours auraient fait plus de cent cinquante morts. A présent plane la menace d'une intervention israélienne.

UNE fois de plus, les Libanais sont retombés dans l'horreur. En deux jours, cent mille habitants de Beyrouth ont quitté la capitale où l'armée libanaise est directement confrontée aux soldats syriens. La ligne de démarcation entre quartiers chrétiens de Beyrouth-Est et musulmans de Beyrouth-Ouest s'est étendue à la lointaine banlieue.

Il n'y a pas de mouvements sur le terrain, les antagonistes échangeant des tirs depuis des positions fixes. Les Syriens nient s'en prendre aux positions tenues par l'armée libanaise, mais celle-ci comptait hier trois morts et vingt-trois blessés.

A l'est du Liban, dans la ville de Zahlé, ville à majorité chrétienne, les Syriens ont lancé une grande offensive contre les forces militaires chrétiennes. A Damas, on affirme ne pas pouvoir tolérer l'« *implantation récente et armée des miliciens phalangistes* ».

Mais, au Q.G. des forces libanaises de Bechir Gemayel, on accuse la Syrie de vouloir s'emparer de Zahlé pour installer définitivement l'ordre syrien dans la riche plaine de la Bekaa. Depuis le début des affrontements, les cessez-le-feu n'ont jamais duré plus de quelques heures. Les destructions sont considérables.

Dans le sud du pays, le major dissident Haddad a menacé de pilonner les principales villes musulmanes de la région si les Syriens ne lèvent pas le siège de Zahlé.

Cependant, la principale menace d'extension du conflit vient d'Israël. Selon le ministre des Affaires étrangères israélien, Yitshak Shamir, l'Etat hébreu « *ne saurait rester indifférent, les bras croisés, face au massacre d'une population civile par l'action conjuguée des Syriens et des fedayin* ». Cependant, le vice-ministre israélien de la Défense, Mordecai Tzippori, a précisé que l'engagement israélien de défendre les chrétiens du Liban par des moyens militaires ne portait que sur la population de l'enclave du sud du pays.

Dans l'attente d'une hypothétique intervention israélienne, les chrétiens du nord du pays, dont le chef est Bechir Gemayel, mettent leurs espoirs dans l'ONU. Gemayel a demandé au secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, de procéder à l'extension du mandat de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) à tout le territoire libanais.

C'est dans ce contexte particulièrement explosif que le secrétaire d'Etat Alexander Haig poursuit sa tournée au Proche-Orient. Dimanche en Israël, il était attendu ce lundi à Amman pour une visite de vingt-quatre heures en Jordanie. Avec ses interlocuteurs, Haig évoque certes la situation au Liban, mais aussi la création d'une force multinationale au Sinaï et la reprise des négociations concernant l'autonomie.

Bruits de bottes persistants aux frontières polonaises

« La Pravda » accuse encore Solidarité de menacer le socialisme en Pologne et presse le gouvernement de Varsovie de « mettre fin à ces tendances dangereuses ». Pourtant l'insurrection annoncée par Moscou n'a pas eu lieu en Pologne.

INTIMIDATION ou prochain passage à l'acte ? Moscou ne dément pas les informations américaines persistantes concernant la Pologne. Dimanche soir à Londres, le secrétaire américain à la Défense, Caspar Weinberger, déclarait que l'activité militaire à l'intérieur et autour de la Pologne se poursuivait à « *une envergure toujours inquiétante* ».

Le président Reagan a adressé à Leonid Brejnev, selon la chaîne télévision NBC, une mise en garde contre une intervention soviétique en Pologne.

A Prague, où s'est ouvert le XVIe Congrès du parti communiste, on attend ce qu'y dira le numéro un soviétique. Leonid Brejnev n'avait pas assisté depuis cinq ans à un congrès d'un parti frère. La délégation polonaise à Prague est conduite par Stefan Olszowski qui, au récent comité central de son parti, avait défendu avec vigueur le point de vue soviétique.

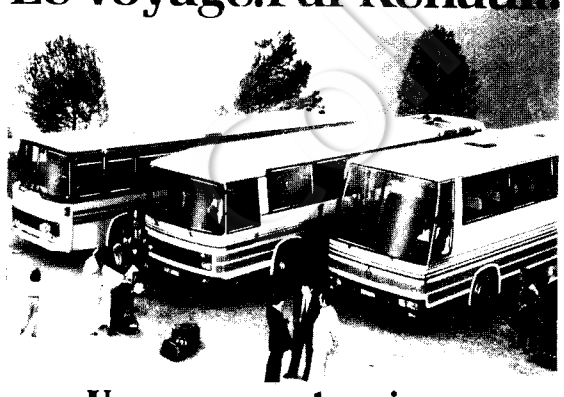
A Bydgoszcz, où la situation est calme, les négociations entre les agriculteurs et Andrzej Kacala, le vice-ministre de l'Agriculture, en vue de la reconnaissance de Solidarité rurale, ont été reportées au 14 avril, après le retour de Moscou d'Andrzej Kacala. Dans une lettre adressée au premier ministre, le général Wojcieck Jaruzelski, qui serait malade, les agriculteurs déclarent que Solidarité rurale n'entend pas jouer le rôle d'un parti politique.

BULGARIE

Todor Jivkov au Congrès du PC

Todor Jivkov, premier secrétaire du PC bulgare, a été élu secrétaire général du comité central, à l'issue du XIIe Congrès du Parti. Ce titre ne change rien aux fonctions du leader bulgare, âgé de soixante-neuf ans. Il a un caractère honorifique.

Le Voyage. Par Renault.



Une gamme tourisme de première classe. Sur mesure.

RENAULT Véhicules Industriels

Prête à partir aux quatre coins de l'Europe ou aux six coins de l'hexagone, voici la gamme des autocars de Tourisme Renault : le E7, le PR et le dernier-né : le Grand Tourisme.

Une gamme qui possède un point commun, le confort de première classe Renault.

Une gamme qui vous donne l'assurance de toujours trouver l'autocar dont vous avez besoin, quels que soient la durée ou la nature du voyage, la destination, le nombre de passagers transportés.

Une gamme qui bénéficie d'un autre atout important : en France : 91 points d'appuis de services spécialisés, dont 76 concessionnaires et, dans toute l'Europe, l'ensemble du réseau Renault Véhicules Industriels.

Votre confort moral et votre tranquillité, Renault y a aussi pensé.

Vous pouvez compter sur nous.

DIVISION AUTOCARS ET AUTOBUS - 8, quai Léon Blum - 92153 SURESNES - FRANCE

Exem International



Réunion des ministres de la Défense des pays de l'OTAN

LA première réunion des ministres de la Défense des pays membres de l'Otan, depuis l'élection du président Ronald Reagan, aura lieu mardi et mercredi à Bonn, en Allemagne fédérale. La France n'y assistera pas.

Cette rencontre permettra à Caspar Weinberger, secrétaire américain à la Dafense, de faire un large exposé sur le déploiement des missiles soviétiques en Europe et de souligner la nécessité pour l'Organisation atlantique de mettre en place de nouveaux missiles, à partir de 1983.

Actuellement, l'Otan dispose de 6 000 têtes atomiques de provenance américaine. Peut-on espérer que les négociations de Genève sur les armes eurostratégiques, interrompues le 17 novembre, reprendront ? Il faut le souhaiter.

EN 24 HEURES

EL SALVADOR

25 000 réfugiés au Honduras

Près de 5 000 réfugiés salvadoriens sont entrés la semaine dernière au Honduras. Ils venaient du département de Chalatenango, particulièrement affecté par les combats entre la garde nationale et les guérilleros. Cette nouvelle vague de réfugiés est composée comme précédemment de femmes et d'enfants qui fuient d'épouvante devant les exactions des militaires dans leur pays. Le nombre de réfugiés salvadoriens atteindrait aujourd'hui 25 000.

URSS

Fin du voyage de Genscher

La visite de Hans Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, a confirmé que les voies vers une reprise du dialogue Est-Ouest seront difficiles. Fait significatif : il n'y a eu aucun communiqué commun après le départ de Moscou, vendredi, du ministre Genscher.

NORVÈGE

Création d'une zone dénucléarisée

Le Parti travailliste a inscrit dans son programme la création d'une zone dénucléarisée nordique, à l'issue de son congrès qui a pris fin, dimanche, dans les environs d'Oslo. Knut Frydenlund, ministre des Affaires étrangères du gouvernement travailliste minoritaire, a souligné à ce propos que le Parti travailliste s'engagerait à évoquer cette question avec les autres pays de l'Otan. D'autre part, l'actuel premier ministre, Gro Harlem Brundtland, a été élue à la tête du Parti.

ÉTATS-UNIS

Reagan va mieux

Les analyses d'urine et de sang confirment que le président Ronald Reagan ne développe aucune maladie infectieuse, malgré les poussées de fièvre de ces derniers jours. Le chef de la Maison-Blanche a reçu, dimanche, le vice-président George Bush qui l'a tenu informé de la tournée du général Alexander Haig au Proche-Orient.

ESPAGNE

Manifestation anti-nucléaire

Plusieurs milliers de manifestants, hostiles à l'entrée de l'Espagne dans l'Otan et partisans de la fermeture des bases américaines en Espagne, ont défilé dimanche dans le centre de Barcelone. Il n'y a pas eu d'incidents.

BOLIVIE

Intervention du PS

Le Parti socialiste français est intervenu auprès des autorités boliviennes pour demander la « *libération immédiate* » du député Gregorio Andrade, membre de la direction du Mouvement de la gauche révolutionnaire. Arrêté le 15 janvier dernier, le député est emprisonné à La Paz.

GRANDE-BRETAGNE

Menace des travaillistes

Ron Hayward, secrétaire général du Parti travailliste britannique, a averti l'Internationale socialiste que le Labour pourrait quitter cette organisation si le Parti social-démocrate qui vient d'être créé y était admis.

ATHLÉTISME

Relais à travers Paris

Classement : 1. US Mayence (RFA), en 1 h 01'54"; 2. ES Viry-Châtillon, 1 h 2'45"; 3. Racing CF, 1 h 3'23"; 4. Royal Liège (Bel.), 1 h 3'42"; 5. Esmeus Dueil, 1 h 3'47"; 6. Stade Français, 1 h 3'49"; 7. Ostende (Bel.), 1 h 5'04"; 8. White Harriers, 1 h 5'15"; 9. CA Montreuil, 1 h 5'38"; 10. CASG, 1 h 6'34".

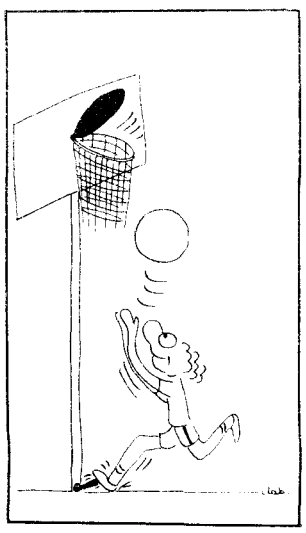
• 29e du genre, ce relais international, organisé par le Stade Français, présentait au départ, jardin des Tuileries, un « plateau » d'une vingtaine d'équipes. Comme prévu, Mayence l'a emporté, mais il faut féliciter Viry d'avoir placé ses 45 équipiers et équipières en 2e position.

AUTOMOBILE

Rallye Costa Smeralda

Classement général final : 1. Allen-Kiwimaki (Fin.), sur Fiat 131 Abarth, en 4 h 14'38"; 2. Airikala-Vortamen (Fin.), Ford Escort RS, à 5'7"; 3. Vudalieri-Bernacchin (Ita.), Fiat 131 Abarth, à 7'8".

• Après son succès au Portugal, le Finlandais Kiwimaki remporte le Costa Smeralda très brillamment sur une « vieille » Fiat 131 Abarth.



BASKET

Championnat de France

NATIONALE I FEMININE

(Dernière journée)

Clermont-Stade Français . 65-65
Arras-Montferrand 45-80
Asnières-Villeurbanne ... 75-74
Toulon-Racing 75-92
Orly-Antibes 76-56

Classement : 1. Clermont, 48 pts; 2. Montferrand, 47; 3. Asnières, 45; 4. Stade Français, 44; 5. Villeurbanne, 38; 6. Toulon, 33; 7. Racing, 32; 8. Antibes, 30; 9. Orly, 24; 10. Arras, 20.

• La finale du championnat opposera Clermont à Montferand le 25 avril prochain.

NATIONALE I MASCULINE

Poule finale

(1er tour retour)

Poule des As

Villeurbanne-Tours 72-76
Orthez-Le Mans 94-89

Classement : 1. Villeurbanne, 10 pts; 2. Le Mans et Tours, 8; 4. Orthez, 6.

Poule de classement

Caen-Avignon 80-72
Limoges-Stade Français ... 91-78

Classement : 1. Limoges, 12 pts; 2. Caen et Avignon, 8; 4. Stade Français, 4.

Poule de barrages

Mulhouse-Challans 101-84
Reims-Clermont 112-96

Classement : 1. Mulhouse, 6 pts; 2. Challans, Clermont et Reims, 5.

• Incertitude totale dans la poule des As : Orthez et Tours ont reussi à l'emporter, mais Villeurbanne conserve la tête du classement avec 2 (petits) points d'avance sur... Le Mans et Tours.

BOXE

Internationaux de France amateurs

FINALES

Mi-mouches : Alain Jumeaux (Fra.) b. Abdelhouad Ibilou (Mar.) par KO à la 2e reprise.

Super-mi-moyens : Patrick Magnetto (Fra.) b. Djelloud Djelloud (Alg.) aux points.

Mouches : Mustapha Kouchane (Alg.) b. Zbignin Banakiewiz (Pol.) par arrêt à la 3e reprise.

Légers : Frédéric Geoffroy (Fra.) b. Bejaoui Fayçal (Tun.) aux points.

Plumes : Ali Ben Maghenia (Fra.) b. Youssef Lekhal (Alg.) aux points.

Moyens : Julien Théophile-Catherine (Fra.) b. Jerzi Ribicki (Pol.) aux points.

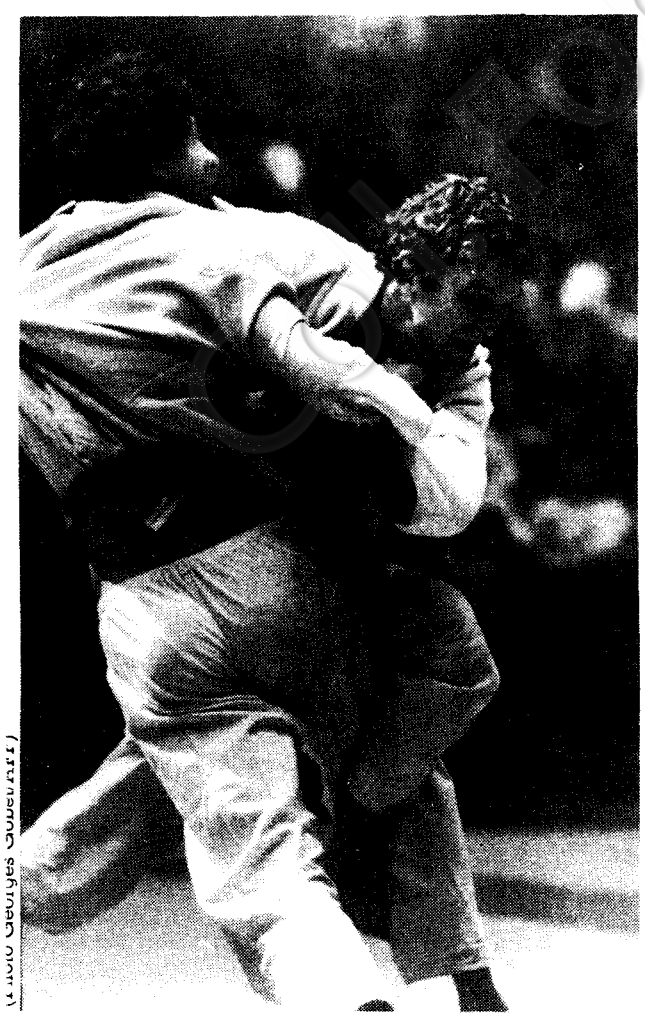
Mi-moyens : Dragan Nikolic (You.) b. Abdelrrehin Souilhi (Mar.) par KO à la 2e reprise.

Coqs : Youssef Fakhour (Mar.) b. Salvatore Lasera (Ita.) aux points.

Super-légers : Bruno Luciano (Ita.) b. Mirki Puzovic (You.) aux points.

Mi-lourds : Babouli Taoufik (Mar.) b. Mustapha Moussa (Alg.) aux points.

Lourds : Francisco Damiani (Ita.) b. Ionis Christou (Grè.) abandon à la 2e reprise.



Michel Novak en mouvement (à droite) au cours de la finale des moins de 78 kg qu'il a remportée dimanche.

Professionnels

A Petite-Synthe, Jo Kimpuani (Fra.) b. Goldstone (E-U) par KO à la 3e reprise.

• Résultat prometteur quelques semaines avant que Kimpuani ne rencontre Saul Mamby pour le championnat du monde aux Etats-Unis (Las Vegas, le 22 mai).

CYCLISME

Tour des Flandres

Classement : 1. Hennie Kuiper (Hol.), les 266 km en 6 h 32'37"; 2. Pirard (Hol.), à 1'03"; 3. Raas (Hol.), à 1'06"; 4. Bossis (Fra.); 5. Vandenbroucke (Bel.), même temps; 6. De Vlaeminck (Bel.), à 1'14"; 7. De Wolf (Bel.); 8. Kelly (Irl.); 9. Mutter (Sui.); 10. Willems (Bel.), tous même temps.

• A l'exception de Bernard Hinault, les meilleurs routiers mondiaux s'étaient donné rendez-vous entre Saint-Nicklaas et Murcke. Hennie Kuiper l'emporte, rompant ainsi avec une longue tradition d'insuccès.

Tour du Maroc

Classement de la dernière étape (Rabat-Casablanca : 1. Erci Delatte (Bel.), les 150 km en 3 h 37'42" (moyenne : 41,34 km/h); 2. Habib Belcadi (Mar.); 3. Philippe Pesenti (Fra.); 4. Mohamed Adlaoui (Mar.); 5. Ait Oufkir (Mar.), tous même temps.

• Le Tchécoslovaque Ladislav Ferebauer a remporté dimanche la 11e édition du Tour du Maroc cycliste amateur, disputée en douze étapes.

ESCRIME

Challenge André-Tilly

Demi-finales : Zych bat Borella 10-5; Sypniewski bat Beck 10-4.

Pour la 3e place : Borella bat Beck 10-5.

Finale : Sypniewski bat Zych 10-6.

• Le Polonais Marian Sypniewski a remporté le challenge André-Tilly au fleuret, en battant en finale son compatriote Bogdan Zych, dimanche, à Budapest.

FOOTBALL

Championnat de France

DIVISION II

(Matches en retard)

Groupe A

Saint-Dié-Corbeil 2-1

Groupe B

Nœux-Rennes 1-1

• A propos des rencontres de vendredi, voir commentaires ci-contre.

HANDBALL

Championnat de France féminin

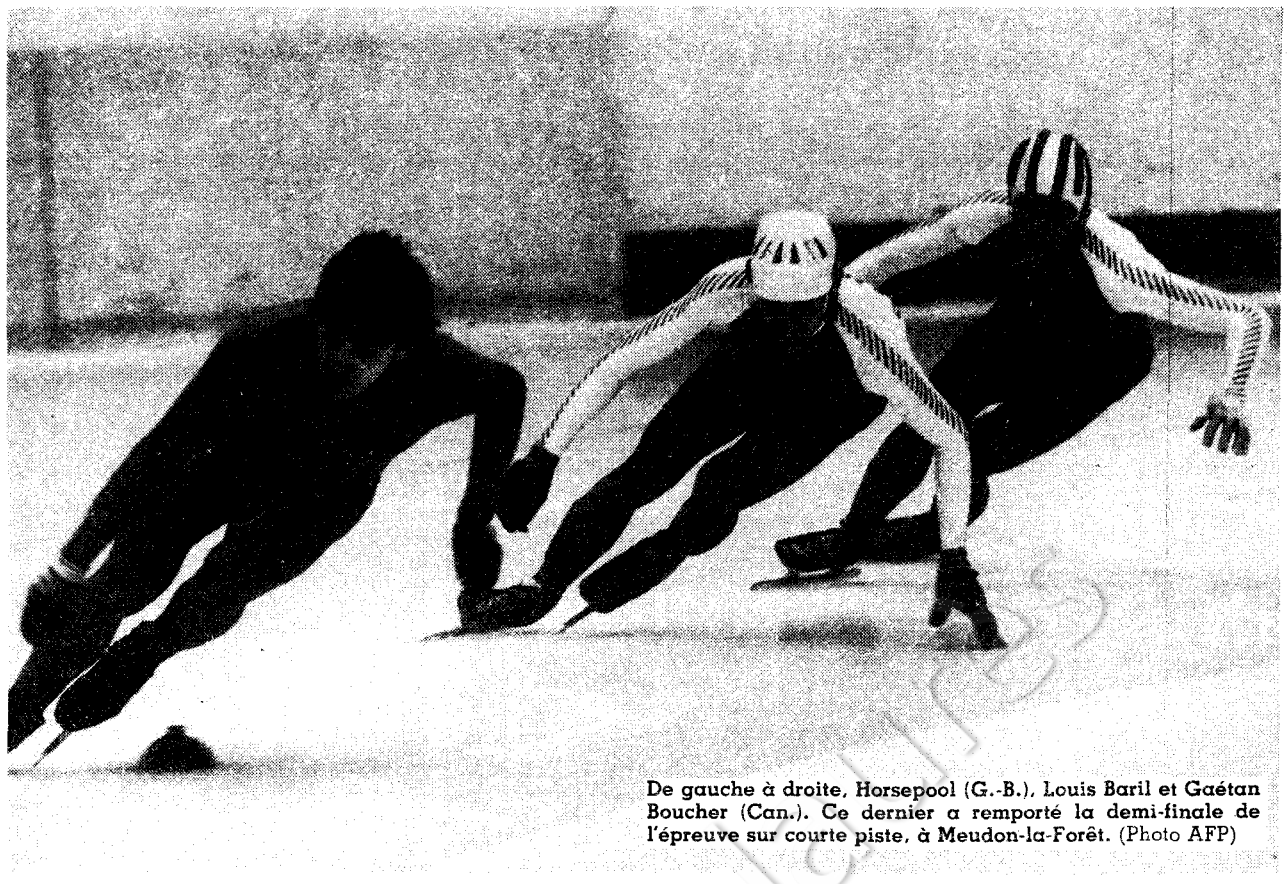
POULE FINALE

(dernière journée)

Paris UC (1) b. *PLM Conflans (2), 18-16.

*US Dunkerque (6) b. ASU Lyon (4), 19-10.

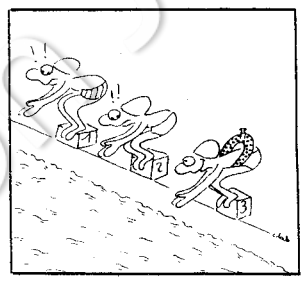
*US Ivry (5) et Racing CF (3), 10-10.



De gauche à droite, Horsepool (G.-B.), Louis Baril et Gaétan Boucher (Can.). Ce dernier a remporté la demi-finale de l'épreuve sur courte piste, à Meudon-la-Forêt. (Photo AFP)

Classement final : 1. Paris UC, 26 pts; 2. PLM Conflans, 23; 3. Racing CF, 20; 4. ASU Lyon, 18; 5. US Ivry, 18; 6. US Dunkerque, 15.

• Succès logique pour le PUC qui a fait preuve d'un sens aigu de l'opportunité. Conflans, qui s'est effondré dans le dernier match de la poule finale, n'a pas pu empêcher les Pucistes de conserver leur titre de champion de France.



JEU A XIII

Championnat de France

NATIONALE I

Groupe A

(26e journée)

La Réole-Roanne 8-5
Carpentras-Toulouse 20-17
Albi-Avignon 20-15
XIII Catalan-Saint-Estève ... 56-11
Lézignan-Carcassonne 33-10
Tonneins-Pamiers 16-15

Classement : 1. Pia, 64 pts; 2. XIII Catalan, 62; 3. Lézignan, 61; 4. Villeneuve, 60; 5. Carcassonne, 59; 6. Albi, 53; 7. Roanne, Tonneins et Saint-Estève, 48; 10. Avignon, 47; 11. Carpentras, 46; 12. Pamiers, 44; 13. Toulouse, 42; 14. La Réole, 39.

Groupe B

(matches de rattrapage)

Paris-Montpellier 9-15
Châtillon-Villefranche 20-8

JUDO

Championnats de France

FINALES

Moins de 60 kg : Maurel b. Rabolnic (koka).

Moins de 65 kg : Rey b. Delvingt (yuko).

Moins de 86 kg : Tchoullouyan b. Sanchis (koka).

Plus de 95 kg : Del Columbo b. Oukoloff (yuko).

Moins de 71 kg : Danielli b. Dyot (décision).

Moins de 78 kg : Novak b. Bourgeois (yuko).

Moins de 95 kg : Vachon b. Mermet.

• Quelques surprises au stade Pierre-de-Coubertin. Pas pour Thierry Rey, seul champion olympique présent (Parisi avait déclaré forfait), qui est parvenu à monter sur la plus haute marche du podium dans sa nouvelle catégorie. On l'aurait parié...

MOTO

Championnat de France

open

250 cc : 1. Balde (Kawasaki), les 15 tours en 22'01" (moyenne : 127,540 km/h); 2. Guilleux (Sirocco), 22'01"30; 3. Fernandez (Yamaha), 22'03"85; 4. Mattioli (Yamaha), 22'04"11; 5. Espie (Yamaha), 22'11"66.

Championnat du monde

500 cc : 1. André Malherbe (Bel.), 46'06"98 (18 tours); 2. Jean-Jacques Bruno (Fra.); 3. Jacques Van Velthoven (Lux.); 4. Georg Reiter (Aut.); 5. Graham Noyce (G-B .

• Le grand prix de moto-cross s'est disputé dimanche à Sittendorf, en Autriche, et comptait pour la deuxième manche du championnat du monde des 500 cc.

NATATION

Championnat de France d'hiver

FINALES

Dames

50 m libre : 1. Carole Amoric, 27"44.

100 m papillon : 1. Marie-Dominique Queste, 1'06"39.

200 m libre : 1. Véronique Stephan, 2'06"79.

200 m dos : 1. Michèle Ricaud, 2'24"39.

200 m papillon : 1. Corinne Buron, 2'22"86.

400 m 4 nages : 1. Corinne Buron, 5'05"19 (nouveau record de France).

Relais 10 × 100 m libre : 1. ES Massy, 10'34"83.

100 m libre : 1. Frédérique Piegad, 1'00"02.

100 m dos : 1. Michèle Ricaud, 1'07"12.

200 m brasse : 1. Odile Bihan, 2'40"82.

800 m libre : 1. Sandra Lacour, 9'09"12.

Hommes

50 m libre : Ivan Boutteville, 23"70 (nouveau recolrd de France).

100 m papillon : 1. Xavier Savin, 56"03.

200 m libre : 1. Pierre Andraca, 1'53"27.

200 m dos : 1. Frédéric Delcourt, 2'04"51.

200 m papillon : 1. Xavier Savin, 2'06"86.

400 m 4 nages : 1. Frédéric Delcourt, 4'37"49 (nouveau record de France).

Relais 10 × 100 m libre : 1. Racing 9'02"31 (nouveau record de France).

100 m libre : 1. Ivan Boutteville, 51'85.

200 m brasse : 1. Olivier Borios, 2'27"32.

100 m dos : 1. Jean-Philippe Riblet, 1'00"85.

1 500 m libre : 1. Pierre Andraca, 15'58"28.

• Pendant ce temps-là, à Austin (E-U), le record mondial du 100 m nage libre était battu par Ambrose Gaines qui détenait déjà celui du 200 m. Nouveau record, donc : 49"36.

William Paulus a, quant à lui, réussi l'exploit de passer sous la barre des 54" au 100 m papillon : 53"81.

RUGBY

Challenge Yves-du-Manoir

(Huitièmes de finale)

A Lourdes : Béziers-Pau, 25-15.

A Perpignan : Toulon-Dax, 16-14.

A Béziers : Perpignan-Carcassonne, 18-6.

A Bayonne : Lourdes-Agen, 15-12.

A Angoulême : Toulouse-La Rochelle, 7-7 (Toulouse qualifié aux essais).

A Grenoble : Narbonne-Brives, 34-9.

A Clermont : Romans-Mont-de-Marsan, 36-18.

A Agen : Graulhet-Angoulême : 17-15.

• Pour les quarts de finale (26 avril), se dérouleront les rencontres suivantes : Toulon-Perpignan ; Béziers-Toulouse ; Lourdes-Romans ; Narbonne-Graulhet.

Challenge de l'Espérance

(Finale)

A Dax : Le Boucau-Vic-de-Bigorre, 44-12.

• Voir commentaires ci-contre.

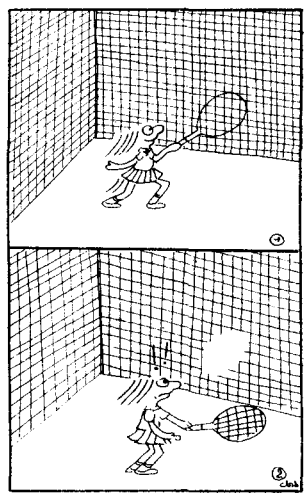
TENNIS

Tournoi de Francfort

Demi-finales : John McEnroe (E-U).Stan Smith (E-U) 6-2, 6-3 ; Tomas Smid (Tch.) b. Heinz Gunthardt (Sui.) 6-0, 6-2.

Finale : McEnroe b. Smid 6-3, 6-2.

• Voir nos commentaires ci-contre.



WATER-POLO

Tournoi de Suède

Classement final : 1. Yougoslavie, 9 pts ; 2. RFA, 9 ; 3. URSS, 6.

• La Yougoslavie a remporté dimanche, à Stockholm, le tournoi de water-polo de Suède en battant l'Union soviétique par 11-9. Elle a ainsi pris sa revanche de la finale des jeux Olympiques, où elle s'était inclinée 8-7 devant l'URSS.

Remous dans l'estuaire

Le FC Nantes digère mal le carton qu'il a pris sur son terrain contre Bordeaux, en Coupe de France (1-4)

LES nantais qui s'ennorgueillissent de quatre années d'invincibilité en championnat de France sur leur terrain ont été écrasés par Bordeaux 4-1, sur leur pelouse du stade Marcel Saupin. C'est le résultat le plus remarquable de ces matches aller de 8e de finale de Coupe de France.

Au lendemain de cet échec, il a été question d'incriminer l'entraîneur Jean Vincent. Cette rumeur, si elle se confirmait, démontrerait le manque d'imagination des dirigeants nantais.

Certes, l'équipe vient d'encaisser treize buts lors des quatre dernières rencontres. En concédant deux résultats nuls, elle a été rattrapée en tête du championnat par Saint-Etienne. Enfin, sa carrière en Coupe est hypothéquée par la lourde défaite devant Bordeaux. « L'equipe ne marche plus », tel est le problème. « C'est la faute de l'entraîneur » voilà la solution. Comme toujours en l'occasion, le responsable est rapidement trouvé. C'est facile et cela évit de se poser d'autres questions.

Les dirigeants nantais ont démenti dimanche les rumeurs concernant Jean Vincent et lui ont affirmé leur entière confiance. Il n'en demeure pas moins que l'idée est dans l'air et qu'elle n'a pas été rendue publique pour rien.

Le rôle de Vincent limité

Cette idée est que Jean Vincent serait « épaulé » par Jean-Claude Suaudeau et Guenzo Zaetta, entraîneurs des amateurs et des jeunes. En clair, son rôle serait limité et il ne serait plus le seul responsable. Cette décision, provisoire, est souvent la première étape qui conduit au départ de l'entraîneur. On brûle ce qu'on a adoré et les victoires sont vite oubliées.

Il faut espérer que Nantes n'en arrivera pas là.

Les quatre dernières rencontres de Nantes n'ont guère été favorables aux « Jaunes ». Mais il est nécessaire d'énoncer quelques rappels. Paris SG a toujours réussi face à Nantes. Vainqueur 5-3 au Parc, les Parisiens ont réalisé ce soir-là un bon match où tout leur réussissait. Mais Nantes avait remporté la rencontre aller 2-0, ce qui leur assurait une certaine marge de sécurité.

Strasbourg est ensuite venu prendre un point à Nantes à l'issue d'un match équilibré, leur avant-centre Peretz égalisant à la toute dernière minute. C'est encore dans les derniers instants de la partie que les Nantais étaient rejoints à Valenciennes. Malchance ? Inattention ? La conjugaison des deux phénomènes sans doute. Enfin, cette défaite face aux Girondins solidement installés derrière Saint-Etienne et Nantes en championnat et qui pratiquent l'un des meilleurs football de l'Hexagone. Certains ont-ils oublié que ces mêmes Girondins ont infligé un sévère 3-0 à Saint-Etienne en début de championnat ? Nantes a pêché en défense, c'est indéniable. Il eut été plus sage de différer la rentrée de Bertrand-Demanes. Maladroit, il a encaissé but sur but, depuis sa rentrée, alors que son remplaçant, Dominique Leclerc ne s'était incliné que 5 fois en 9 rencontres. La gravité de la blessure de Bertrand-Demanes (opération des ligaments du genou gauche) et la valeur de son remplaçant auraient dû inciter Jean Vincent à moins de précipitation. Dans la faillite actuelle du système défensif nantais, il ne faut pas ommettre la responsabilité de la charnière Michel-Rio, qui apparaît moins fiable que par le passé.

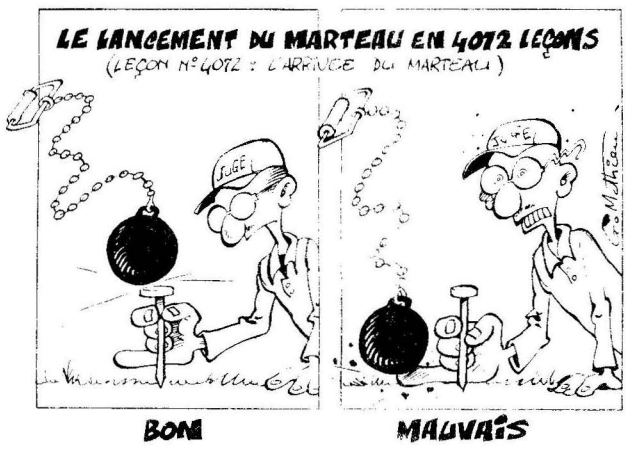
Enfin, le problème Pécout fragilise l'esprit de groupe. Les dirigeants nantais ont trouvé la méthode qui met en confiance l'équipe. A quelques semaines de l'issue du championnat, alors que le club joue pour le titre, ils annoncent la venue l'an prochain d'un international yougoslave Halilhodzic qui évolue au centre de l'attaque. Fins psychologues que voilà ! Non seulement Pécout doute de lui-même, mais Amisse et Baronchelli se posent des questions quand on leur annonce que Nantes jouera le 4-4-2, avec, par conséquent, deux attaquants. Il semble que l'équipe du président Fonteneau ait commis là, une erreur, en voulant accélérer les choses.

Une seule certitude : le FC Nantes doit se ressaisir s'il veut conserver son titre.

Félix CHIOCCA



Trésor et Bordeaux ont fait souffrir Nantes. (Photo AFP)



Béziers toujours là

LE challenge Yves du Manoir n'a pas connu de grosses surprises si ce n'est la difficile qualification de Toulouse face à La Rochelle au bénéfice d'une pénalité.

Béziers a su éviter l'écueil palois devant plus de sept mille spectateurs. Les « anciens », Vaquerin, Paco Martin, Estève et Palmié semblent repartis vers d'autres victoires.

Comme prévu, Romans et Perpignan se sont facilement imposés face à Mont-de-Marsan et Carcassonne. Narbonne a réussi le « carton » du jour au dépens de Brive. On n'attendait pas Codorniou et ses camarades à pareille fête.

Plus difficiles ont été les succès de Toulon, Lourdes et Graulhet. Les Varois doivent leur victoire devant Dax à une pénalité de Crochet durant les arrêts de jeu. Les Lourdais ont écarté Agen grâce à la botte de Caussade auteur de 5 buts de pénalité.

Les records tombent à l'eau

SIX records de France individuels, deux records de clubs, tel est le bilan des championnats de France d'hiver à La Rochelle. Depuis la « retraite » du Tourangeau Michel Rousseau, l'équipe nationale était à la recherche d'un poisson-pilote. Il semble qu'elle l'ait trouvé en la personne d'Yvan Boutteville. Le Nordiste a en effet éclipsé tous ses adversaires, au cours de la finale du 100 mètres nage libre. Boutteville battait par la même occasion le record de France, 51"85.

Cette performance aurait permis au jeune Français de devenir recordman du monde, en... 1970. Onze ans de retard, l'écart se réduit. Toutefois, la faiblesse actuelle des nageurs du Vieux Continent place Boutteville en excellente position à cinq mois des championnats d'Europe à Split, en Yougoslavie.

Pour sa part, Xavier Savin a réalisé le doublé, 100 mètres et 200 mètres papillon, sans être inquiété, et Frédéric Delcourt a réussi le « triplé », 200 mètres dos, 200 mètres et 400 mètres quatre nages. Dans les épreuves féminines, Sandra Lacour, treize ans et demi, a tenu toutes ses promesses en remportant le 800 mètres.

Toutefois, si, de La Rochelle, les nageurs français ont pointé leur regard sur les Etats-Unis, ils sont en droit de se poser bien des questions sur la valeur intrinsèque de leurs performances! En effet, deux Américains ont battu à Austin deux des plus prestigieux records du monde. Gaines a effacé le Sud-Africain Skinner des tablettes mondiales, en réalisant 49"36 au 100 mètres nage libre. Trois secondes et demi de moins que Boutteville... Paulus est, pour sa part, le premier homme à descendre sous les cinquante-quatre secondes au 100 mètres papillon, 53"81.

DEPUIS PLUS DE CINQUANTE ANS
LA GESTION DES SERVICES RURAUX
ET URBAINS DE DISTRIBUTION
PUBLIQUE D'EAU POTABLE EST LA
SPECIALITE DE LA :

sdei

SOCIETE
DE DISTRIBUTION D'EAU
INTERCOMMUNALES

ELLE ASSUME EGALEMENT
L'EXPLOITATION ET L'ENTRETIEN DES
STATIONS DE TRAITEMENT D'EAUX
USEES ET D'ORDURES MENAGERES,
DES EQUIPEMENTS SPORTIFS, DES
COLLECTIVITES ET EN PARTICULIER
DES PISCINES.

sdei

71, rue Molière - LYON - 3 -
Tél. : (78) 60.45.75 - 60.24.57 - Télex : 310 831

Proxénète malgré lui

DOCTEUR ès lettres, Gérard Laniez, trente-trois ans, ne peut plus exercer aucune activité dans la fonction publique ; il a été, en 1979, condamné à douze mois de prison pour proxénétisme : sa compagne se prostituait à son insu. Acculé au chômage, condamné à de lourdes amendes, il est aujourd'hui l'objet de menaces émanant du réseau Honneur de la police.

Gérard Laniez paie fort cher dix années d'activisme : cet ancien de 1968, membre des comités Vietnam, des jeunesses marxistes-léninistes, a milité à Vive la Révolution et au MLAC, protesté contre la répression frappant les homosexuels, contre la loi Debré : cela lui coûtera d'ailleurs son poste de professeur au lycée Vauban, à Dunkerque.

Radié du rectorat, il parvient à trouver un job à la perception de Rosendaël, puis à la communauté urbaine de Dunkerque ; mais l'homme dérange : il lutte contre les logements immigrés d'Usinor, correspond — il ne s'en cache pas — avec l'avocat allemand Klaus Croissant. Pour s'en débarrasser, on va se servir d'un prétexte.

La compagne de Gérard travaille en effet comme serveuse dans un bar au nom suggestif, *la Dolce Vita*. Joëlle, âgée de vingt-trois ans à l'époque, accepte occasionnellement de monter avec des clients, mais cela Gérard l'ignorera jusqu'au 2 avril 1978. Ce jour-là, la police effectue une descente dans l'établissement : gardée à vue, Joëlle sera la seule des quatre serveuses prises en flagrant délit à être inquiétée. La patronne du bar — qui bénéficie d'appuis politiques, elle — est libérée le jour même sous caution...



Gérard Laniez, à droite, avec des lunettes : la condamnation lui colle à la peau.

La justice est en marche : on a enfin trouvé le moyen de casser Gérard Laniez. Le 13 octobre, il est arrêté pour proxénétisme. En août, il a épousé Joëlle : la cohabitation est le seul chef d'accusation !

La solidarité s'organise : la CFDT, le PSU, le groupe femmes de la ville protestent : « *La loi amalgame sous le même chef d'inculpation le proxénète qui, de façon notoire, livre des tiers à la prostitution et en tire des ressources, et toute personne vivant une relation privilégiée avec une prostituée.* » Tous attestent de l'intégrité du prévenu et demandent sa relaxe.

Mais Laniez va rester six mois en prison, jusqu'au 23 mars 1979, jour de son procès. Le train de vie du couple est modeste, qu'importe : le procureur n'hésitera pas à produire deux pièces à conviction : un prospectus d'automobile et un deuxième de carrelages, preuves évidentes qu'il s'apprêtait à acheter une voiture et une maison de campagne...

A la lecture du dossier, dira son avocat maître Jean-Jacques de Félice, *j'ai compris qu'on voulait juger mon client sur sa personne et non sur les faits qui lui étaient reprochés. N'était-il pas écrit dans un procès-verbal de police* « professeur de marxisme » *au lieu de philosophie ?* »

La sentence est très lourde : douze mois d'emprisonnement, dont six avec sursis, plus cinq années de privation de droits civiques. « Interdit professionnel » Gérard Laniez est acculé au chômage, interdit de séjour pour deux ans dans le Pas-de-Calais. Il s'exile à Alès, dans le Midi. Pire, la justice le poursuit en lui réclamant 100 000 francs d'amende qu'il doit acquitter avant le 15 décembre 1979, sous peine de contrainte par corps. Un comité de soutien parvient à réunir les fonds, mais les Laniez sont encore confrontés à 30 000 francs de remboursements de prêts. Or la condamnation leur colle à la peau : Joëlle a réussi à trouver des remplacements comme vendeuse à Alès, mais Gérard est un proscrit. D'autant que de mystérieux correspondants se réclamant du réseau Honneur de la police se chargent de menacer les gens susceptibles de l'aider, persécutent sa famille, voire les journalistes qui cherchent à faire leur métier.

Le seul espoir des Laniez dépend de la Chancellerie : ils vont déposer un dossier auprès de la Direction des affaires criminelles et des grâces ainsi qu'à la commission des Droits de l'homme de l'ONU, s'estimant victimes d'une machination.

Carine LENFANT

Air France a mis ses Caravelle à la retraite

« LA caravelle fut l'outil des grandes découvertes... Outil perfectionné et coûteux, taillé pour la vitesse et les routes proches du vent, elle ne pouvait guère assurer les fonctions de transport et de combat : celles qui furent confiées aux caraques et aux galions, navires lourds et de formes massives. » *(Encyclaepedia Universalis).*

L'histoire se répète. Comme ses ancêtres découvreuses d'Amérique, leur petite sœur du ciel disparaît à son tour, cinq siècles plus tard. Les huit dernières Caravelle d'Air France ont, pour un ultime vol, sillonné samedi le ciel de France. Le prix du fuel, l'implacable jugement des ordinateurs les condamnent à la retraite après vingt-deux ans de bons et loyaux services. Trop petites, trop gourmandes, elles ne sont plus rentables.

La Caravelle aura été, pour l'aéronautique française, une exceptionnelle réussite commerciale : 280 appareils ont totalisé près de sept millions d'heure de vol, transporté quatre cents millions de passagers aux couleurs de 35 compagnies. A fin 1980, 74 Caravelle restaient en service.

Mais, pour Air France, c'est fini. Lionel Casse, commandant de bord du vol inaugural, le 6 mai 1959, aujourd'hui à la retraite, se souvient : « Il y avait déjà eu les Comet britanniques, mais Caravelle, c'était autre chose. La pureté des lignes, le confort, l'absence de bruits et de vibrations. C'était le début d'une ère nouvelle... Paris-Nice en une heure et quart contre deux heures auparavant... »

Le succès est venu très vite, la France avait gagné la première bataille des court-moyen courriers à réaction. Elle n'a pas su maintenir ses positions.

L'aviation est devenue transport de masse. Place aux galions du ciel, aux Airbus et autres Boeing. Pour rentabiliser un vol, il faut au moins cent cinquante passagers. Même en serrant bien, la Caravelle ne peut guère en absorber plus de cent...

Adieu la Caravelle ! La poésie n'a plus cours aux aéroports. On ne flâne plus aux terrasses d'Orly, fermées pour cause de sécurité. Plus de « oh ! », plus de « ah ! » au décollage.

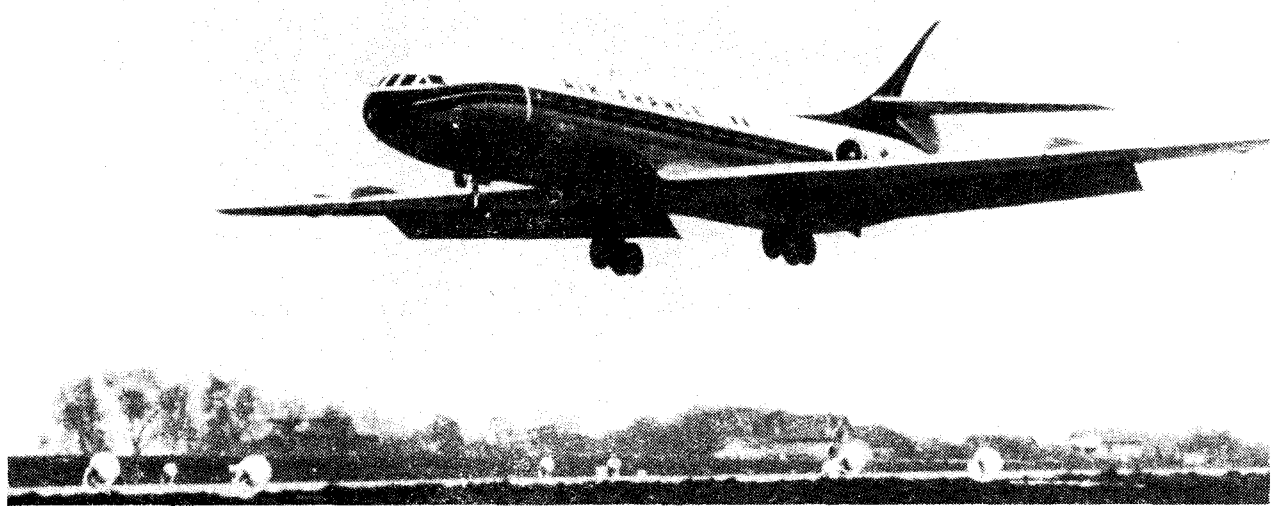
Aspiré jusqu'aux avions, de tunnel en galerie, le passager n'a plus le loisir de marquer un temps d'arrêt avant d'embarquer, d'admirer le fuselage galbé, la ligne tendue vers le ciel, la masse des réacteurs bas portés sur les flancs.

Chaque jour, ils sont des millions à boucler leur ceinture. Le ventre des avions ingurgite pêle-mêle l'homme d'affaires, le touriste, l'émigrant.

Les lourds galions ont sillonné les mers pour peupler le Nouveau Monde et en rapporter les richesses. Les lourds avions les remplacent aujourd'hui, sillonnant sans relâche un ciel bien quadrillé que se sont répartis les hommes. Le temps de la conquête est mort, nul poète ne chantera plus la blanche caravelle...

Béatrice LAMARTHE

Adieu, ma jolie...



TELEVISION

Les animaux, nos frères

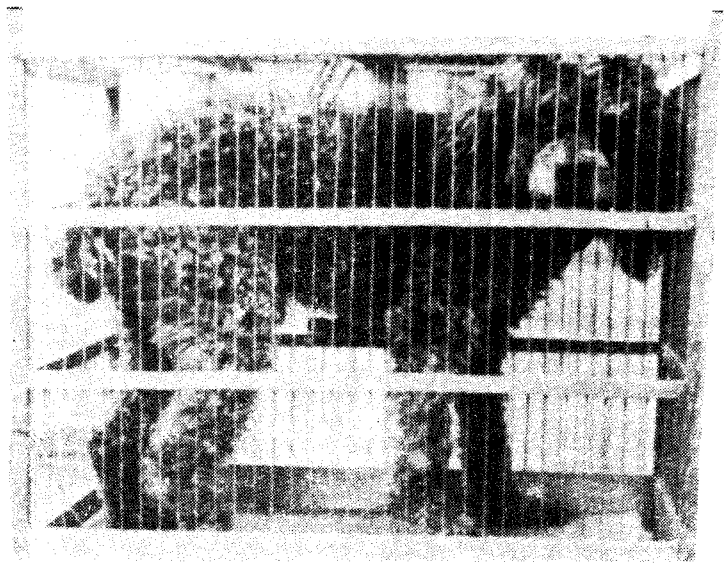
«Autopsie d'un sacrifice», par Allain Bougrain-Dubourg et Robert Cappa

L'EXPÉRIMENTATION sur l'animal s'est considérablement développée. Plus de quatre cent millions d'animaux sont sacrifiés chaque année dans le monde entier. En France, cinq millions d'entre eux périssent entre les mains des expérimentateurs dont cinquante mille chiens et huit mille chats. Un marché dont le chiffre d'affaires dépasse le milliard de francs par an. A ce prix, les problèmes moraux et philosophiques que pose la vie d'un petit rongeur ne pèsent pas lourd.

Pour les « Dossiers de l'écran » de ce 7 avril, la télévision relance le débat. Elle le fait sans le côté spectaculaire des opérations bébés phoques de Brigitte Bardot, mais avec un sérieux et une documentation qui lui font honneur.

L'enquête : « L'autopsie d'un sacrifice », qui introduit le débat ne se présente pas comme un acte militant contre la vivisection animale, même si les auteurs sont de farouches défenseurs de toute vie. Elle évite aussi de relancer l'éternelle polémique d'un choix qui serait à faire entre la vie d'un enfant et le sacrifice d'un animal.

Elle pose simplement la vraie question que soulève ce type d'expérimentations : « *Toute cette souffrance, tous ces meurtres d'animaux sont-ils absolument nécessaires dans les proportions et les conditions où ils sont perpétrés aujourd'hui ?* » Interrogation à laquelle images et commentaires nous apportent un début de réponse.



D'abord, dans l'important domaine de la recherche médicale, en nous apprenant que de nombreux sacrifices d'animaux peuvent être remplacés par la simple étude de cultures de cellules ; une méthode qui épargne la vie tout en offrant une plus grande rigueur scientifique.

Mais c'est surtout au niveau de la pseudo-expérimentation, notamment en cosmétologie, que l'émission apporte des éléments de réflexion et d'indignation. Des animaux martyrisés à des fins uniquement publicitaires. Pour pouvoir affirmer : « produits testés dans nos laboratoires ». Tests pratiqués la plupart du temps par un personnel non qualifié et dont les résultats ne présentent souvent aucun intérêt réel.

Révoltante aussi, la torture de ces animaux à qui l'on impose nos propres vices. Inhalation massive de fumées de cigarettes, ingestion de grande quantité d'alcool, en vue de mesurer les délais de l'apparition inévitable d'un cancer du poumon ou d'une cirrhose du foie.

Particulièrement inquiétant enfin, ce savant espagnol qui cherche à modifier le comportement de l'animal par des décharges électriques à l'aide d'électrodes introduites dans le cerveau lui-même, en avouant de voir un jour ces techniques transposées sur l'homme.

Presque exhaustive, cette émission dénonce aussi ce qui se passe en amont de ces pratiques sanglantes. Le trafic scandaleux auquel donne lieu la collecte d'animaux. Pour le plus grand profit de négriers. Car c'est bien d'un racisme qu'il s'agit. L'animal considéré comme suffisamment proche de l'homme pour être utile, mais exploitable et martyrisable parce que d'une autre race. Une race jugée inférieure.

Claude BROUSSOULOUX

• *« Dossier de l'écran », A2, mardi 7 avril, à 20 h 30.*

Une cause qui descend dans la rue

UNE manifestation contre la vivisection et l'expérimentation animale a eu lieu samedi, à Paris, dans le cadre du week-end international de l'animal de laboratoire.

Organisée par la Ligue française contre la vivisection et soutenue par différentes associations de protection animale comme la SPA, Assistance aux animaux, Action zoophile, cette démarche avait pour objet de protester contre un projet de convention européenne portant sur l'utilisation de l'animal dans les procédures expérimentales.

THEATRE

Bravo, Barrault!

«L'Amour de l'amour», d'après des textes d'Apulée, de La Fontaine, de Molière. Mise en scène : Jean-Louis Barrault

UN jour, Vénus apprit qu'elle n'était plus la plus belle. Une rivale était née : Psyché. Une simple mortelle. Sacrilège. Crime de lèse-divinité. Dans sa colère, la déesse dépitée fit emporter l'innocente beauté sur un immonde rocher. Amour, son fils, eut charge de la venger. Hélas (ou heureusement), ce dernier se laissa subjuguer. Il en fit son amante.

Dès lors, les ennuis de famille commencèrent : jalousie des sœurs de Psyché, furie de Vénus outragée. L'Olympe et la terre se mirent à trembler... Mais qu'on se rassure. Après bien des épreuves, le roman d'Amour et de Psyché s'acheva dans la félicité. De leurs noces, une fille naquit. On l'appela Volupté. Morale de l'histoire : *Aimer, aimer, le reste n'est rien.*

Nul autre spectacle n'eût pu mieux convenir à l'inauguration du nouveau temple qui abrite la compagnie Renaud-Barrault, chassée, il y a un an, du théâtre d'Orsay, pour d'obscures nécessités de musée.

En lui se résume toute la philosophie de près de quarante années d'aventures, mêlées d'errances, de haltes, de rencontres, de blessures, comme ce retour aussi arbitraire qu'inexpliqué de l'Odéon-Théâtre de France à la suite d'un certain joli mois de mai...



Cyrielle Claire et Annie Duperey. (Photo Bernaud)

L'amour, voilà le mot clef. Amour de la scène, de la vie, amour du public fidèle, des clins d'œil appuyés. Loin des fureurs du monde, des bouleversements sociaux ou politiques. Comme le dit, candide, Jean-Louis Barrault : « *Pour être efficace, la contestation doit être aimable* »... C'est un point de vue.

Mais surtout, à travers ce divertissement charmant, construit à partir de textes d'Apulée, de Molière, de La Fontaine, une « somme » nous est proposée. Celle de l'Art théâtral, selon Jean-Louis Barrault. Humour, ironie, élans de tendresse, poésie, invention sur un sujet apparemment léger. Plaisir de l'œil avec des costumes et des masques d'une richesse extrême et d'un goût parfait.

Ne manquez ni Bacchus, ni le Soleil, sortis tout droit des tableaux d'Arcimboldo. Un spectacle total, où le verbe, le chant, la musique, la danse et même le cinéma s'entremêlent dans un bonheur parfois suranné, avec ses conventions et ses audaces quelque peu dépassées ; l'académisme, en un mot, du pur produit maison. Mais peut-on vraiment s'en formaliser ?

Dirigés d'une main experte, Cyrielle Claire (Psyché) et Lambert Wilson (Amour), resplendissent de la superbe innocence des amants magnifiques dans leur juvénilité. Avec une verve éclatante, Annie Duperrey (Vénus), mère-déesse jalouse et abusive, communique le vrai bonheur de la force de jouer. Et puis, par instants, Jean-Louis Barrault apparaît. Mouette, lampe à huile ou dragon lymphatique. Nous voilà pris au piège. Etourdis, ébahis et ravis... Qu'il est doux de rêver...

Didier MÉREUZE

• *Théâtre du Rond-Point, av. Franklin-Roosevelt, Paris - 20 h 30. Tél. : 256-70-80.*

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Bourges. Spécial Printemps de la chanson : *le Temps des crises,* création collective de la Maison de la culture (Petit théâtre, à 17 h 30) ; *Sharif Alaoui* et *Georges Moustaki* (Grand théâtre, à 21 heures).

Rockabily, Jezebel Rock, Victor Leed, Alligators (Chapiteau, à 21 heures) ; *Rufus* (MJC, à 0 h 30). Le 7 avril.

Nanterre. Théâtre : *le Bal,* création collective du théâtre du Campagnol (Maison de la culture des Amandiers, à 20 h 30). Jusqu'au 11 avril.

Lille. Théâtre : *Cellophanes,* spectacle en images, sur proposition de Line Dupas (Le Parto, à Marx-Dormoy). Jusqu'au 12 avril.

LIVRES

Un préfet mal en cour

« La Grande Réception», par Roger Rabiniaux

HEROS de ce récit comme il l'était de la suite romanesque intitulée : *Un jeune homme des années trente,* Pierre Célial, derrière qui se cache pour la forme Roger Rabiniaux, fut préfet en poste jusqu'à ce que l'avènement de Giscard d'Estaing le place *« hors cadre ».*

C'est dans cet état de disgrâce qu'on le voit, ici, successivement et à six années de distance, invité à deux réceptions officielles.

D'abord, en 1974, au ministère de l'Intérieur où règne depuis peu Poniatowski, *« prince florentin »,* pataud et distingué, auteur d'un livre où *« l'on percevait quelques relents fascistes »,* mais *« intelligent et bien fait »* (Rabiniaux *dixit*).

Giscard honore de sa présence la réception où le préfet mis à pied et le tout nouveau président de la République ne se salueront pas. Beaucoup de monde, bien sûr. Notamment des hauts fonctionnaires et le gratin de la politique majoritaire. Célial observe, commente et se souvient.

Bien que l'auteur s'en défende, l'ouvrage tourne fréquemment au pamphlet, parfois au plaidoyer personnel. Mots historiques, réflexions morales succèdent aux croquis et aux portraits, l'exercice tournant même souvent au jeu de massacre...

L'évocation de la seconde réception, au Sénat, en 1980, est plus rapide. Le septennat approche de sa fin. Célial, qui ne souhaite pas qu'en 1981 on en reprenne pour sept ans de giscardisme, votera gaulliste au premier tour et vraisemblablement socialiste au second. L'auteur, pour sa part, n'oublie pas qu'il naquit fils d'ouvrier à Levallois, qu'il vibra aux grandes liesses du Front populaire, puis résista à Vichy et aux Allemands.

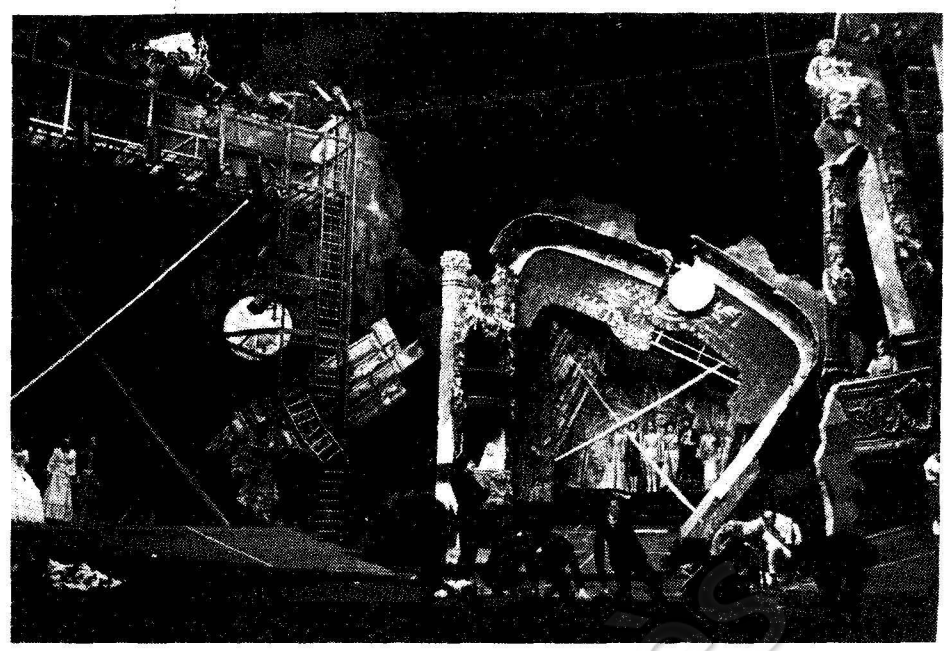
Non sans quelques risques, il mena de pair le métier de préfet et la carrière d'écrivain. Un écrivain parfois truculent (on se rappelle *l'Honneur de Pédonzigue*), doué pour le trait qui fait mouche. Un exemple entre vingt, choisi dans *la Grande Réception* : de Giscard, qui *« pense social comme une dame d'œuvres née vers 1850 »,* Rabiniaux écrit qu'*« il joue avec la raison d'Etat comme Henri III avec son bilboquet ».*

Maurice CHAVARDES

• *288 pages. Nouvelles Editions Baudinière.*

Avec «le Grand Macabre», l'Opéra fait peau neuve

Musique ou mise en scène?



L'étonnant décor de Daydé. (Photo Daniel Cande)

DEUX personnages — un homme, une femme — juchés dans les débris d'un théâtre aux dorures décadentes s'insultent à qui mieux mieux. Ils rivalisent en obscénités. Si l'on regarde de plus près, comme à la faveur d'un coup de caméra, on s'aperçoit que ces débris ne sont autres que la coquille de scène de l'Opéra de Paris. Autant de nouvelles scènes sur lesquelles se joueront des spectacles contradictoires. On a l'impression d'être coincé dans un jeu de miroirs. Avec, à droite, une glace convergente. A gauche, une image divergente. Et, devant nous, un reflet légèrement ambré, couleur de nuit et de mort. Comme le costume de Nekrotzar — cuir et soie — que semble apprécier au plus haut point cet archange déchu qui vient annoncer la fin du monde.

« *Le Grand Macabre, personnage imaginé par Ligeti, d'après Ghelderode, ce peut être à la fois la Mort, un chanteur qui se fait passer pour la Mort, en même temps que la Mort qui se fait passer pour être un chanteur, sans être la Mort pour être mieux la Mort.* »

Daniel Mesguich, qui a réglé cette production et qui pour la première fois aborde le lyrique, a joué de son côté prophète en chassant les marchands du temple... Dans ce temple du bel canto et de la bourgeoisie de classe, il a apporté le feu. Le feu de la psychanalyse. Son théâtre-école, dont quelques acteurs entrent dans le spectacle comme figurants, ne s'appelle-t-il pas le Théâtre du Miroir? On comprend que ces trois scènes forment autant de théâtres dans l'espace et dans le temps qu'il y a de lectures de l'œuvre. Toujours d'après Mesguich « *le jeu de ces lectures constitue justement l'espace de la mise en scène* ».

D'ailleurs, cet acteur-metteur en scène — qui campa au cinéma le héros néo-fascisant de *la Banquière,* et à la télévision le Napoléon de *Joséphine* — va plus loin. Il dépasse en quelque sorte le *Tête d'or,* monté il y a un an, avec les mêmes ambitions. Ce n'est pas un opéra particulier — *le Grand Macabre,* livret et musique de Ligeti — qu'il entend représenter, mais l'opéra en général, avec ses mythes, ses déviations, ses dangers. Et ce caractère trouble, dû à la difficile rencontre du temps théâtral — temps différé suspendu au seul jeu de l'acteur — et du temps de la musique, confisqué par le chef d'orchestre.

Quand Nekrotzar, le Grand Macabre, la mort qui manque son coup, expire, aussitôt sur un immense écran se substitue l'image d'Elgar Howarth, le chef d'orchestre. *C'est donc lui la véritable Mort.*

Mauvais acteur, Nekrotzar — c'est aussi un de ses aspects, rappelons-le — l'est comme tous les dictateurs. Il suscite les encouragements des foules, symbolisés par quelques choristes qui se lèvent au milieu du public. Mais ce qui est plus troublant, c'est que le chef de la police d'Etat, Gepopo — contraction de Guepeau et de Gestapo! — est incarné par une femme, un soprano. Pourquoi, Daniel Mesguich?

« *L'opéra n'est pas un art fasciste ou fascisant, mais il repose sur quelque chose de très trouble... Il repose sur de la merde, des choses horribles, du meurtre et de la misogynie. Si je fais référence à Catherine Clément, l'opéra c'est un lieu où les hommes se réunissent à 20 h 30. Même si c'est au bras de quelques femmes, les hommes que l'on y trouve sont des hommes virils ou homosexualisants — c'est-à-dire des hommes qui adorent les femmes mais ne les aiment pas!*

Ils lancent des fleurs aux divas, en général des coloratura, et viennent les voir maltraiter, se faire tuer. En même temps pour entendre leur voix sans entendre ce qu'elles disent. On les raye donc de l'ordre du symbolisme, on leur interdit de nommer les choses. »

Le Grand Macabre dépasse donc Breughel et toutes les fresques sur ce thème remontant au plus haut Moyen Age; Michel de Ghelderode (1) a la plume sulfureuse mais l'encre en a séché. Voire György Ligeti lui-même. Pas n'importe lequel : l'auteur de livret. Pas le musicien. En traversant ses forêts de gags — concert de trompes de voitures, de sonneries de téléphone —, Mesguich transcende l'opéra et aboutit sur l'opéra du monde : les Marx Brothers, Superman, Tournesol et la Castafiore...

La distribution est unique. En tête, bien entendu, Peter Gottlieb, exceptionnel baryton autant à l'aise ici que dans *les Noces de Figaro, les Liaisons dangereuses* ou l'*Opéra d'Aran* de Bécaud.

Pierre G. BRÉANT

• *A l'Opéra de Paris, jusqu'au 10 avril.*

MUSIQUE

Jacques Higelin, baladin du rock



DU jeune loup qui lit Vian au vieux loup qui chante Trenet, il n'y a qu'un pas. Higelin l'a franchi. Outrepassant son métier de chanteur, dans le dédale du showbiz, il promène ses quarante ans avec une insolente beauté animale. Disque après disque l'aquarelle se précise. Rouge sang pour rock chaotique, bleu pâle pour matins amoureux. Et on aime ça, et on en redemande!

Mais, depuis quelque temps, nous voilà bien gâtés. Un disque en décembre. Les « Inédits 70 ». Morceaux inconnus, époque copinage avec Barrouh. Puis un spectacle en janvier. Et enfin, tout nouveaux, tout beaux, nous arrivent deux bouquins. Un qui vient de sortir et un qui arrive fin avril.

Le premier dans la collection « Poésie et chansons », est une évocation des chemins de traverse qu'a choisis le beau Jacquot. Touche à tout, tiraillé entre mille passions, fouineur et exigeant, Higelin nous est conté avec beaucoup de pudeur. Une partie confidences qui tient bien le choc et qui, sous son manque d'ambition, cache un survol très correct du personnage.

C'est écrit par Lucien Rioux et Michèle Wathelet. Le reste du livre est constitué de textes. Mais là rien à prouver. C'est fou, c'est beau...

L'autre livre est un song book. Collection Rock-Folk chez Albin Michel. Un trésor pour tous. Paroles et musiques. Alors, si vous aimez le rock, la ballade et le jazz, ce livre devrait vous convaincre. De quoi améliorer les trois accords de guitare. De quoi vous chauffer le cœur. De quoi aimer le funambule.

Amateurs de bonne musique, tous à vos cassettes!

ISABEL

EN TROIS MOTS

Le prix Cazes à Olivier Todd

Le prix Cazes, décerné chaque année à la brasserie *Lipp,* a été attribué au premier tour à Olivier Todd pour son livre *Un fils rebelle,* publié chez Grasset.

Né en 1929 à Neuilly-sur-Seine, Olivier Todd a été successivement à *France-Observateur* comme grand reporter, puis au *Nouvel Observateur.* Il est actuellement le rédacteur en chef de *l'Express,* depuis 1977.

Il a écrit *les Paumés* en 1973, *les Canards de Camao* en 1975, et *la Marelle de Giscard* en 1977.

Arno Breker : viendra... viendra pas...

L'annonce de la participation du sculpteur officiel du IIIe Reich, Arno Breker, âgé de quatre-vingts ans, à l'exposition « Paris-Paris » consacrée aux « créations en France de 1937 à 1957 » a provoqué de vives réactions parmi plusieurs artistes exposants. Ces derniers ont même menacé de retirer leurs œuvres, qui ne sont d'ailleurs toujours pas exposées puisque cette rétrospective est prévue pour le 28 mai au Centre Georges-Pompidou à Paris.

M. Viatte, commissaire de cette exposition, estime qu'il n'y a pas la moindre ambiguïté sur la présence d'Arno Breker, élève de Maillol, qui a exposé, en 1942, à l'Orangerie, lors d'une exposition conçue comme une étape du rapprochement franco-allemand.

L'artiste allemand aurait déclaré récemment « *se retirer de l'exposition afin de ne pas mettre le directeur du Centre en danger.* »

Prix Nadar pour Willy Ronis

Le photographe Willy Ronis a reçu le prix Nadar 1981 pour son livre *Sur le fil du hasard,* publié par les éditions Contre-jour, à Paris. Le prix Nadar, qui consacre le meilleur livre de photographies de l'année, est décerné sous l'égide de l'association Gens d'images, présidée par le conservateur du musée Nicéphore Niepce de Chalon-sur-Saône, M. Paul Jay.

Enrico Macias récompensé par l'UNICEF

Le chanteur français Enrico Macias a reçu à New York un diplôme d'honneur du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Il lui avait fait don des bénéfices de la vente de la chanson « Malheur à qui blesse un enfant », dont il a composé la musique. Les paroles ont été écrites par Jacques Demarni. Le disque a été vendu à des millions d'exemplaires dans le monde entier.

Le Grand Jury sur RTL

A partir du 10 avril, RTL ouvrira le second volet de ses émissions « Spécial élections présidentielles » en organisant pratiquement tous les soirs, de 20 h 30 à 22 h 30, « le Grand Jury ».

Une jeune fille de 6,50 kilos

Elle a vingt ans, de longs cheveux blonds, des cils de star, mais elle ne pèse que 6,50 kilos ! Il est vrai qu'elle dort depuis trente-deux siècles à Loulan, dans la province du Xinjiang, à l'extrême ouest de la Chine.

L'extrême sécheresse qui règne dans cette région a maintenu le corps dans un état de préservation étonnant.

Exposée à Pékin, avec quatre autres momies dont la plus ancienne est âgée de six mille quatre cent soixante-dix ans (soit quinze siècles de plus que les momies égyptiennes), la jeune fille de Loulan suscite l'admiration des visiteurs.

On recherche

(Service culturel gratuit)

Désire acquérir à prix d'ami (cause chômage) : l'album sur *la Commune de Paris,* de Jean Bruhat (Editions sociales, 1970) ; *la Révolution qui lève,* de Claude Manceron (Robert Laffont) ; *Bagatelle,* de Maurice Denuzière (Lattès, 1980) ; *Frédéric de Hohenstauffen,* de Benoist Méchin (Librairie académique Perrin) ; *Shogun,* de James Clavell (1980) ; *Antigone à Québec,* d'Anne Golon (1980) ; *Shelley,* de Léon Uris (Robert Laffont) ; *les Hommes de bonne volonté,* de J. Romains (tomes 7, 8, 11, 23) ; le 33 tours de M. Fugain contenant *le Chiffon rouge.*

Contacter Claude Jadelot, 150, rue Etienne-Dolet, 94140 Alfortville.

Terminant mon mémoire de maîtrise sur *la SFIO et les nationalisations, 1943-1946,* je recherche tous renseignements concernant la gestion collective d'entreprises de plus de cent personnes, qui a eu lieu dans l'Allier en 1944. *Le Populaire* des 3 octobre et 11 novembre 1944 y fait allusion. Toute personne (élu local, syndicaliste, etc.) ayant été associée de près ou de loin à ces expériences de gestion collective, menées à l'initiative du Comité départemental de libération, à dominante socialiste, est priée de contacter J.-L. Strauss, 13, rue Dareau, 75014, Paris. Tél. : 570.97.91 (ch. 913).

Lundi 6 avril

20 h 30 — Programme d'actualité électorale établi par Jean-Marie Cavada.

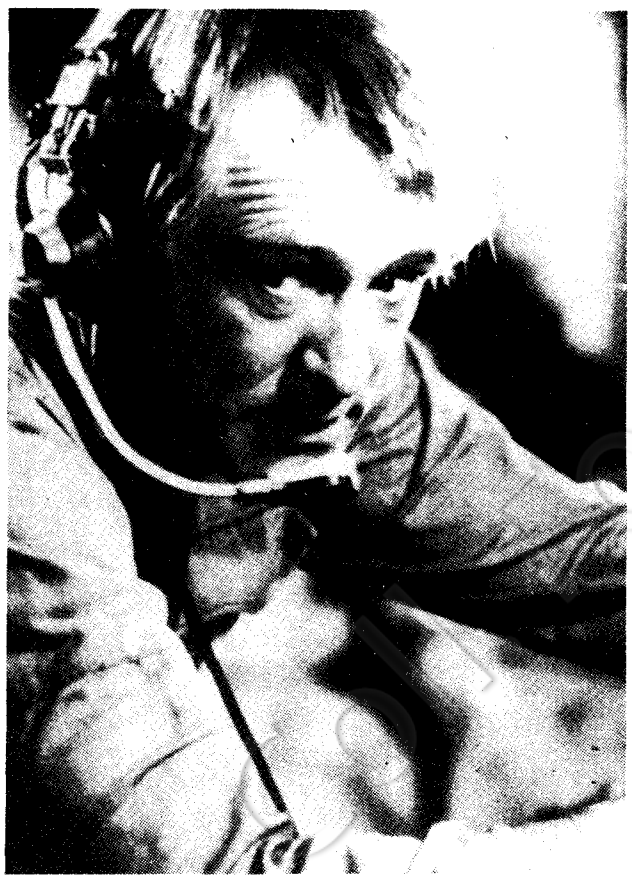
A l'heure où nous mettons sous presse, le contenu précis de cette émission n'a pas encore été établi.

21 h 30 — Picpus.
Film de Richard Pottier (1942). Avec Albert Préjean, Jean Tissier, Gabriello, Noel Roquevert. D'après *Signé Picpus*, de Georges Simenon.
Si vous découvrez un cadavre dans votre armoire, appelez immédiatement l'inspecteur Maigret.

16 h 30 — Les chrétiens.
Série de treize émissions de Bamber Gascoigne.
Une institution de deux mille ans. Première émission : un peuple à part.

Bamber Gascoigne montre le développement du christianisme, de la Palestine à Rome, jusqu'au jour où l'empereur Constantin en fait une religion d'Etat.

20 h 35 — Question de temps. La violence aux Etats-Unis, de Louis Bériot et Paul Nahon.
Le « civil secret service ».



Lundi 6 à 20 h 30, Richard Harris, sur FR3 : *Terreur sur le Britannic.* (Photo Interpress)

20 h 30 — Terreur sur le « Britannic »
Film de Richard Lester (1974). Avec Richard Harris (souvenez-vous de *Un homme nommé cheval), le ténébreux Omar Sharif et Anthony Hopkins.*
Le « Britannic », un paquebot de rêve, est bourré d'explosifs. Un cruel inconnu exige une rançon de 500 000 livres. Des hommes providentiels tombent du ciel.

Mardi 7 avril

20 h 30 — Programme d'actualité électorale.
A l'heure où nous mettons sous presse, le contenu précis de l'émission n'a pas encore été établi.

21 h 35 — Caméra première. Dans quelques instants.
Téléfilm de Michel Parbot. Avec Daniel Mesguich, Christiane Ludot, Jean Dupouy, Violette Ducasse.
Un ancien correspondant de guerre devient metteur en scène. Tout un programme !

22 h 30 — Questionnaire. Alain Lancelot.

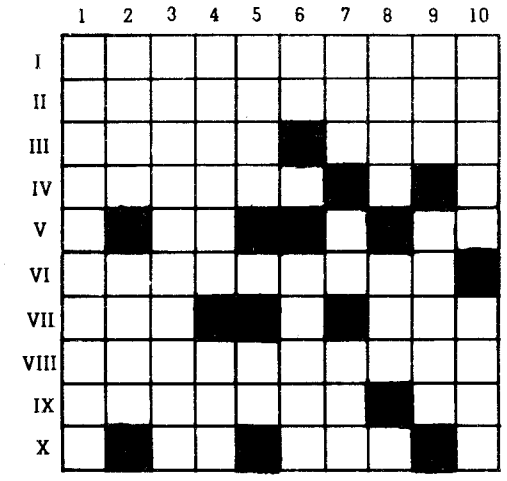
Emission de Jean-Louis Servan-Schreiber. Réal. Arlette François. Psychanalyse de l'électeur français.
L'impact de « la force tranquille », des sondages, du marketing politique. Alain Lancelot, professeur à l'Institut d'études politiques, démonte les mécanismes qui font agir l'électeur.

14 h 00 — Aujourd'hui madame. Jour de gloire.
Parfois, Monsieur-Tout-le-Monde sort de brefs instant de l'anonymat, parce qu'il a gagné un tournoi, été le premier d'un concours ou a battu un record.

20 h 30 — Les dossiers de l'écran. Autopsie d'un sacrifice.
Enquête d'Allain Bougrain-Dubourg. Réal. Robert Cappa.
Un document sévère sur les abus de l'expérimentation animale.
Débat : la science pourrait-elle se passer de la vivisection ? Avec Mme Cornec, chirurgienne, les docteurs Jacques Benviniste et Pierre Tambourin, chercheurs à l'INSERM ; le docteur Kalmar, vice-président de la Ligue française contre la vivisection, Allain Bougrain-Dubourg, journaliste ; le professeur Jean Bernard, membre de l'Académie française et de l'Académie de médecine, et Brigitte Bardot.

20 h 30 — David et Bethsabée.
Film de Henry King (1951). Avec Gregory Peck et Susan Hayward.
David, le roi d'Israël, remarque un soir la femme de l'un de ses capitaines en train de se baigner. Séduit par le charme de la jeune femme, il la fait venir à lui. Son nom est Bethsabée. L'actrice, c'est la touchante Susan Hayward.

Mots croisés Par J.-P. Winkel



Horizontalement. — I. Objectif électoral. — II. Celles qu'on qualifie d'économiques sont très à la mode en ce moment. — III. On la met dans une main tendue. Toutes les vérités devraient l'être. — IV. Même par temps ensoleillé, les vedettes iraniennes le sont à Cherbourg. — V. Responsable de racontars. Le cœur d'Elsa. — VI. Démoniaque après l'élection, le candidat de la droite l'est avant. — VII. Synonyme d'« Etat » pour Louis XIV et Giscard. Nouveau. — VIII. Nombre de nos anciens camarades le furent pendant la guerre. — IX. Comme des têtes de droite, au soir du 10 mai. Personnel. — 10. Tête d'Einstein. Lentilles grossissant et non grossissantes.

Verticalement. — 1. Travaillas comme un ordinateur ou un bureau politique. — 2. Candidat de droite qui a perdu la tête et qui est sans dessus-dessous. Tennisman. — 3. Pour mettre la politique au vert. — 4. Lunaire. Il est arrosé par la Reuss. — 5. Certains de nos bavards télévisés auraient dû fréquenter son école. Jumelles. — 6. Phonétiquement : aux formes arrondies, qu'elle soit femme ou voiture. Les résultats de cet institut sont souvent contestés. — 7. Article germanique. Phonétiquement : réserve énergétique. Coupé court en mélange. — 8. Bien que décidant seul, le roi l'employait souvent. Parti et défunt. — 9. Tête et queue de cochonne. Ville d'Angleterre. — 10. Utiles pour attacher les quartiers. Qualifie toute prédiction de la victoire de la droite.

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

HORIZONTALEMENT. — I. Pluralisme. — II. Renan. Ut. — III. Eon. File. — IV. Tue. Lille. — V. Soixante. — VI. Nu. Rc. — VII. Traditions. — VIII. CRS. II. — IX. Ornemental. — X. Née. Essuie.

VERTICALEMENT. — 1. Prétention. — 2. Ou. Ur. Ré. — 3. Urnes. Acné. — 4. Ré. Ordre. — 5. Anglicisme. — 6. La. Ix. Es. — 7. Inflations. — 8. Iln. Tu. — 9. Eté. Ensile.

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
***« COMBAT SOCIALISTE »*, 5 jours**
***« L'UNITÉ »*, hebdomadaire, le 6e jour**

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Lundi 6 avril

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 — Musique de chambre.
Concert donné en direct du Grand Auditorium de Radio France.
Georges Pludermacher, piano ; Régis Pasquier, violon ; Hervé Derrien, violoncelle. Mendelssohn : « Trio n° 1 en ré mineur opus 49 ». Ravel : « Trio en la mineur ». Brahms : « Trio n° 2 en do majeur opus 87 ».

FRANCE-CULTURE

14 h 05 — Un livre, des voix. Bertrand Poirot-Delpech : *la Légende du siècle* (Gallimard).

19 h 30 — Présence des arts. Jean Cocteau et le graphisme.
Emission de François Le Targat. Avec Pierre Chanel, conservateur du musée de Lunéville.

Mardi 7 avril

FRANCE-MUSIQUE

17 h 00 — Pierres Blanches. Pierre Marnat présente Ramuz et Stravinski tels qu'en eux-mêmes. Stravinski : « Noces » ; « Tilim bom » ; « Canards, cygnes, oies » ; « Chanson pour compter » ; « Le moineau est assis ».

FRANCE-CULTURE

20 h 00 — Dialogues. Mariage et relation du couple. Réal. Alain Pollet.
Avec l'historien Jean-Louis Flandrin, *le Sexe en Occident* (Seuil) ; et le sociologue Augustin Barbara.

Combat SOCIALISTE

Mitterrand à Caen le 7 avril

Le Calvados, un département meurtri

Dans le Calvados, durement éprouvé par l'actuelle politique, la visite de François Mitterrand au cours d'un grand meeting, le 7 avril à Caen, est attendue de pied ferme. Les chômeurs représentent 12 % de la population active caennaise dont plus de la moitié ont moins de vingt-cinq ans. Ils sont plus de 26 000 pour l'ensemble de ce département dont le tissu industriel part en lambeaux.

DERNIER coup porté à l'emploi : 574 salariés, représentant 40 % des effectifs de Radio technique Compelec vont être licenciés. Cette filiale de Philips fabrique pourtant des composants électroniques, secteur de pointe s'il en est. A Lisieux, la fermeture d'Ernault-Somua qui produit des machines-outils a entraîné 247 licenciements. Ces salariés ont réagi en occupant et en séquestrant vendredi dernier le conseil municipal de droite pendant toute la nuit.

L'avenir : le 10 mai

Une des principales entreprises de la région, la Métallurgique de Normandie, reprise par Paribas au groupe Empain-Schneider, risque de connaître de graves difficultés. Son sort est lié à plus de dix mille emplois et conditionne l'activité du port de Caen. Renault-Véhicules industriels, implanté à Blainville, veut accélérer les départs en préretraite contre la promesse d'embauche de jeunes. Quant à Moulinex, son redéploiement aux Etats-Unis et en Europe ainsi que son prochain rachat (Philips est déjà sur les rangs), augure mal de l'avenir d'une société qui fait vivre dix mille personnes dans les trois départements de Basse-Normandie, l'Orne, la Manche et le Calavdos.

On retrouve cependant son PDG, Jean Mantelet avec Paul-Louis Halley, PDG de Promodes, magasins de distribution Continent, sur la liste du comité de soutien à Giscard.

Dans le secteur agricole, la restructuration de l'agro-alimentaire coule littéralement certaines coopératives laitières. C'est le cas de l'Union laitière de Normandie qui provoque la fermeture de la coopérative de Bayeux et entraîne la suppression de cinquante-huit emplois. De leur côté, les marins-pêcheurs se battent pour survivre et l'ont montré l'été dernier à Port-en-Bessin. Le Parti socialiste s'est mobilisé avec toutes ses sections d'entreprise pour arrêter cette véritable hémorragie. L'avenir du Calvados est suspendu au 10 mai.

Bruno DELAPALME



Non à la politique d'immigration et au racisme

PRÈS de 5 000 personnes ont défilé, samedi 4 avril à Paris, à l'appel de l'union régionale CFDT de l'Ile-de-France et de plusieurs associations de travailleurs étrangers pour protester *« contre la politique du patronat et du gouvernement en matière d'immigration et de racisme »*.

Aux côtés des Marocains, Sénégalais, Algériens, Tunisiens et Turcs, scandant : *« Français, immigrés, solidarité »*, figuraient également plusieurs membres de la commission exécutive de la CFDT, avec notamment Edmond Maire, Jacques Chérèque (secteur international) et Hubert Lesire-Ogrel (secteur immigrés), ainsi que divers membres de la Fédération de Paris du Parti socialiste, de la Ligue communiste révolutionnaire et du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples).

«Le ghetto, c'est foutu, les homos sont dans la rue!»

UNE dizaine de milliers d'homosexuels ont manifesté samedi à Paris de Maubert-Mutualité à Beaubourg, à l'appel du Comité d'urgence anti-répression homosexuelle.

Pour le CUARH, il s'agissait notamment de protester contre la classification des maladies élaborée par l'Organisation mondiale de la santé, qui n'a pas hésité à ranger l'homosexualité parmi les troubles mentaux.

Une autre de leurs revendications portait sur la modification de l'article 331 du code pénal français. Celui-ci interdit en effet toute relation homosexuelle avant dix-huit ans, alors que pour l'hétérosexualité seules sont illicites les relations avec des partenaires de moins de quinze ans.

Le 16 octobre dernier, l'assemblée avait refusé d'abroger ce texte voté sous le régime de Vichy, les députés et les sénateurs socialistes ont d'ailleurs protesté vigoureusement contre la reconduction de textes législatifs établissant une discrimination envers des « amours différentes ».

Samedi l'ambiance était à la fête : après quelques hésitations, les homosexuels rangés sur les trottoirs rejoignaient le cortège ou n'avaient pris place au départ que les plus militants. Le défilé est rapidement devenu joyeux, voire un tantinet provocant : jeunes gens « bon chic, bon genre », loubards « cuir », folles et travestis.

Avec leurs crécelles, leurs ballons colorés, et leurs slogans, les manifestants faisaient sourire. Les mentalités finiront-elles par évoluer ? Il faudrait peut-être pour cela que les homosexuels évitent de tomber à leur tour dans un certain terrorisme : *« Hétéro c'est rétro, homo c'est nouveau ! »* a-t-on pu entendre, et qu'ils laissent à chacun la responsabilité de ses goûts.

C. L.

Sérieux revers pour les brigades rouges

MARIO MORETTI, l'un des chefs présumés des brigades rouges les plus recherchés d'Italie, a été arrêté dans les environs de Milan lors d'une opération de police. Au cours de cette opération, Enrico Fenzi, criminologue soupçonné d'avoir conduit l'interrogatoire du juge Giovanni d'Urso, est également tombé dans les mailles des forces de l'ordre.

Mario Moretti est sous le coup d'un mandat d'arrêt pour participation à l'enlèvement puis l'assassinat, en 1978, d'Aldo Moro, alors président de la Démocratie chrétienne. En outre, Moretti est suspecté d'avoir inspiré ou d'avoir directement participé à tous les attentats commis par les brigades rouges, à Rome, depuis 1978. Il est considéré à ce titre comme le chef de la colonne romaine de l'organisation. Son arrestation constitue une des victoires les plus spectaculaires de la police italienne.

LES POMPIERS AVAIENT BON ŒIL

Parce qu'ils criaient trop souvent « Au feu ! » deux adolescents de Ferrières-en-Brie, en Seine-et-Marne, ont été appréhendés par la police. Respectivement âgés de quinze et seize ans, les jeunes pyromanes avaient successivement incendié un hangar agricole, une menuiserie, un stock de carton et une réserve de bois, pour le seul plaisir de voir les pompiers venir combattre « un beau feu ». Ces derniers les ont reconnus alors qu'ils tentaient assez maladroitement d'enflammer une boîte aux lettres. Qui trop embrase...

• **L'équipe d'Oxford** a remporté pour la sixième fois consécutive la traditionnelle course Oxford-Cambridge en terminant avec vingt-trois secondes d'avance.

Le huit d'Oxford qui, pour la première fois dans l'histoire de l'épreuve, vieille de cent cinquante-trois ans, était barré par une jeune femme, Sue Brown, vingt-deux ans, n'a eu aucune difficulté à s'imposer devant celui de Cambridge.

BREF

• **STÉPHANE PEYRON**, vingt-cinq ans, a quitté Dakar samedi, en compagnie de trois coéquipiers, pour tenter une traversée de l'Atlantique en planche à voile. Peyron, qui détient depuis 1980 le record du monde de distance en vingt-quatre heures, a quitté la baie de Ngor, à proximité de Dakar et de la pointe la plus occidentale de l'Afrique, pour relier la Guadeloupe en vingt jours sur une planche à voile ordinaire dont la seule modification est l'adjonction d'une balise radio pour permettre son repérage. Le jeune Français sera relayé toutes les trois heures par un de ses coéquipiers, le Suédois Johan Salen, vingt ans.

Les Français musulmans appellent à voter François Mitterrand

Après la rencontre entre François Mitterrand et les rapatriés, samedi à Avignon, Ahmed Kaberseli, secrétaire général de la coordination des Français musulmans déclare à *Combat socialiste* : *« Le discours de François Mitterrand va au-delà de ce que nous attendions, il a montré une connaissance approfondie de nos problèmes et nous appellerons nos coreligionnaires à voter pour lui dès le premier tour. »*

le chauffage urbain
un service public
pour le meilleur confort de tous
intercommunale de l'agglomération grenobloise (anciennement S.D.C.V.G.)
25, avenue de Constantine — Grenoble — Tél. 22-60-36

SOCIETE D'EXPLOITATION
L'Entreprise
JEAN ET HUILLIER s.a.
Travaux Publics et Routiers
Siège Social :
Les Pras, PIZANÇON B. P. 30
26300 BOURG-DE-PEAGE ☎ (75) 70.17.96